

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Une étape "importante" dans le processus démocratique en Algérie (président du Parlement arabe)

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL

Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé

P. 24

NOTE DE CONJONCTURE

L'économie algérienne se remet progressivement (ministère des Finances)

P. 24

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Un scrutin dans des conditions normales

L'opération électorale s'est effectuée dans des "conditions normales", marquée par une maîtrise en matière d'organisation sur les plans matériel et logistique et une "participation plus importante des électeurs dans l'après-midi", relèvent, dimanche, les journaux paraissant dans l'Est du pays, au lendemain des législatives. L'ANIE a annoncé une moyenne du taux de participation national de 30,20 % à la fermeture des bureaux de vote, tandis que son président Mohamed Charfi a fait savoir que les résultats du scrutin pourraient ne pas être annoncés avant les 96 heures.

P.p 3-24

DKnews-APS



ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT

459 textes législatifs et réglementaires élaborés au 1^{er} semestre 2021

P. 4

CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE

L'organisation et la composition fixées

P. 4

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Accord de coopération entre le Commandement de la Gendarmerie nationale et l'ONPLC

P. 4

SANTÉ

ÉPILEPSIE

Les symptômes, le diagnostic et les traitements

P.p 12-13

FOOTBALL

ÉQUIPE NATIONALE Belmadi : "cette série d'invincibilité n'est pas le fruit du hasard"

P. 21



ITALIE

Vers la création d'une agence de cybersécurité

P. 17

SAISON ESTIVALE

Sept décès par noyade, dont 6 en mer en 48 heures

P. 2

LÉGISLATIVES

L'opération de vote prorogée d'une heure dans l'ensemble des wilayas du pays (ANIE)



L'opération de vote pour les élections législatives, qui se poursuit samedi, a été prorogée d'une heure (soit de 19h00 à 20h00) à travers l'ensemble des wilayas du pays, a annoncé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

Le dernier taux de participation au scrutin a atteint 10,02% à 13h00.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 10 morts et 371 blessés en 48 heures



Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 371 autres ont été blessées suite à plusieurs accidents de la circulation survenus durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, indique, samedi, un bilan de la Protection civile.

Selon le même bilan, dans le cadre de la lutte contre la propagation de Coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 84 opérations de sensibilisation à travers 19 wilayas (50 communes) et 178 opérations de désinfection générale à travers 21 wilayas (117 communes), ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

SAISON ESTIVALE

Sept décès par noyade, dont 6 en mer en 48 heures

Sept décès par noyade ont été enregistrés, dont 6 en mer, durant la période allant du 10 au 12 juin en cours, à travers des wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Six personnes décédées par noyade ont été repêchées en mer par les éléments de la Protection civile à travers les wilayas d'Alger (2 décédées à la plage Sablette, commune d'Hussein Dey), 2 autres à Boumerdès (plage Ennoures, commune Boumerdès et à la plage El Kebkab, commune de Zemmouri), un à Chlef (plage Tamassite, commune Edhahda) et un à Mostaganem (plage Sablette, commune de Meze-grane).

A Batna, une personne décédée noyée dans une marre d'eau au lieu-dit El Mourafak, commune d'Aris, a été, également, repêchée par les éléments de la Protection civile.



ALGER

Lutte anti-drogue : arrestation d'une bande criminelle



Les éléments de la brigade mobile de Sidi Moussa relevant de la sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation d'une bande criminelle constituée de trois (03) individus impliqués dans une affaire de contrebande, de stockage, de transport et de vente de psychotropes.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, les éléments de la brigade mobile de Sidi Moussa relevant de la circonscription Est du service de wilaya de la police judiciaire (Alger) ont traité une affaire de contrebande, de stockage, de transport et de vente de psychotropes", précise la même source.

"En coordination avec le Parquet territorialement compétent, les mêmes éléments ont interpellé une bande de 3 trois (03) individus dont deux (02) femmes", souligne le communiqué, ajoutant que cette opération a permis "la saisie de 14.637 capsules de psychotropes, un montant de 355.000 DA, 6 téléphones portables et un véhicule utilitaire utilisé dans la contrebande et le transport des drogues".

Après finalisation des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

MÉTÉO

Activité orageuse, à l'ouest du pays (ONM)



Une activité orageuse affectera, dimanche, plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, a indiqué l'Office national de météorologie (ONM) dans son bulletin.

L'ONM fait état dans son bulletin d'un niveau d'alerte 1 (jaune) dans les wilayas concernées par cette activité orageuse, à savoir: Tiaret, Saïda, El Bayadh, Nâama, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Oran et Ain Temouchent.

SÉTIF

Deux morts et un blessé suite à un accident de la route dans la commune d'El Ouricia



Deux personnes sont décédées et une autre a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu sur la RN 9, plus exactement au lieu-dit Oued Tamar, à l'entrée de la commune d'El Ouricia (Nord de Sétif), a-t-on appris dimanche auprès des services de la Protection civile.

Il s'agit d'un véhicule de tourisme qui a dérapé et heurté un arbre causant la mort de deux (2) enfants, des frères âgés de 9 et 10 ans, tandis que leur père (42 ans) a été grièvement blessé, a précisé le chargé de l'information et de la communication de ce corps constitué, le capitaine Ahmed Laâmamra.

Les victimes ont été acheminées vers la morgue du centre hospitalo-universitaire (CHU), Mohamed Abdennour Saâdna, alors que le père a été transféré au service des urgences du même établissement de santé, a souligné la même source.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame, a-t-on ajouté.

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Une moyenne du taux de participation national de 30,20 % à la fermeture des bureaux de vote (ANIE)

La moyenne du taux de participation dans les élections législatives a atteint 30,20 % au niveau national à la fermeture des bureaux de vote à 20H00, a annoncé samedi soir le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

Il a précisé que 6 wilayas ont enregistré un taux de participation de plus de 50 % dont deux wilayas ayant dépassé 74 %, alors que 3 wilayas ont connu un taux allant entre 40 et 50 % et 14 autres entre 30 et 40%.

Il a été également enregistré un taux dépassant les 25 % au niveau de 5 wilayas et un taux entre 20 et 25 % dans 7 wilayas. Selon M. Charfi, 22 wilayas ont enregistré une participation de plus de 100.000 votants.

Le président de l'ANIE a tenu à préciser, toutefois, que ces taux restent "provisaires" en attendant plus de détails sur le déroulement de l'opération électorale qui seront donnés ultérieurement.



Les résultats du scrutin pourraient ne pas être annoncés avant les 96 heures (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a affirmé samedi que les résultats du scrutin des élections législatives pourraient ne pas être annoncés avant les 96 heures conformément à la loi, ajoutant que l'opération de dépouillement sera "compliquée" par rapport aux élections précédentes.

Dans une déclaration à la presse, M. Charfi a indiqué que le nouveau système de dépouillement "s'effectuera sur deux étapes, la première s'effectuera en fonction des listes et du nombre de sièges remportés par chaque liste, la deuxième concernera la révision de chaque bulletin ainsi que le calcul des points

obtenus par le candidat selon les voix des citoyens", précisant que le dépouillement sera compliqué par rapport à l'ancien système, à savoir la liste fermée.

"Ainsi, l'annonce des résultats prendra plus de temps, car la réception des procès de dépouillement dure entre 3 et 4 jours, c'est pourquoi les résultats des législatives peuvent ne pas être annoncés avant les 96h", conformément à la loi organique des élections. L'Autorité "ne m'énagera aucun effort pour réduire cette durée (96 heures) dans la mesure du possible, ce à quoi aspirent les électeurs et les candidats en particulier", a-t-il ajouté, relevant "la mobilisation des moyens de l'Armée

nationale populaire (ANP) pour la remise des procès-verbaux dans les plus brefs délais".

Sur le déroulement de l'opération électorale, le président de l'ANIE a affirmé qu'elle s'est déroulée dans de "bonnes conditions". "Les électeurs ont pu accomplir leur devoir électoral pour choisir les candidats aptes à servir l'Algérie et non pas les intérêts personnels", a-t-il poursuivi. S'agissant des contraventions relevées par les coordonnateurs de l'ANIE durant l'opération électorale, M. Charfi a indiqué que "rien à signaler, à l'exception d'un ou deux cas liés à l'atteinte aux droits des candidats, sur lesquels la justice tranchera".

Déroulement du scrutin, vote de personnalités politiques et taux de participation à la Une de la presse

Le déroulement du scrutin législatif du 12 juin, le vote des personnalités politiques nationales, et le taux de participation des citoyens constituent l'essentiel de la presse nationale dans son édition du dimanche. Le quotidien El Moudjahid ouvre son édition sur différents propos de personnalités politiques sur le scrutin du 12 juin et son importance comme la déclaration du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a affirmé que les élections législatives étaient "un deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique plus proche du citoyen qu'avant".

El Moudjahid rapporte également les propos du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil qui a appelé à "accompagner le processus de réformes", du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, qui a plaidé pour "la progression de l'Algérie nouvelle", ou encore ceux de Amar Belhimer, ministre de la Communication et porte-parole du Gouvernement, qui a indiqué que l'électeur algérien "posait

(...) la pierre angulaire" pour édifier les nouvelles institutions.

Ce média évoque également les conditions de déroulement de cette journée, qui s'est déroulée dans "une ambiance sereine", en plus de revenir sur les propos de Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie).

Dans son édition de dimanche, le quotidien Horizons titre "L'urne a vaincu" en Une et propose un éditorial sur "L'ère de la stabilité" entamée par des élections législatives qui se sont déroulées sans contraintes et dans une ambiance sereine. Le journal qui revient également sur le vote du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, propose un tour de table des leaders de partis politiques en lice pour ces législatives qui ont évoqué "des échéances décisives" et une "opportunité pour le changement".

Il propose également une vision globale de la participation dans différentes villes du pays dont Bejaia, Blida, Tipasa, Sétif, ou encore Alger et de la place occupée par le scrutin dans les médias nationaux et étran-

ger et sur les réseaux sociaux.

Le taux de participation à ces élections constitue l'axe principal de l'édition du jour du quotidien Liberté qui titre en Une "Un raz-démarré abstentionniste" et un éditorial intitulé "Taux et symbolique!" qui se projette sur la composition et la légitimité de la prochaine assemblée. Plusieurs reportages dans les villes d'Alger, Oran, Bejaia, Tizi-Ouzou, Annaba, Sétif Sidi Bel Abbes et Constantine reviennent sur les conditions de déroulement du scrutin et sur la participation des citoyens de ces villes.

L'abstention est également à la Une d'El Watan de ce dimanche qui propose également des reportages dans différentes villes du pays et une tournée dans les quartiers généraux des partis en lice. Le manque d'enthousiasme est également à la Une du "Soir d'Algérie" qui cite un "afflux timide" de citoyens ballotés entre "scepticisme et désir de changement" alors que "Le quotidien d'Oran" note l'amélioration de la pratique et de la compétition politique. Pour sa part "L'Expression", qui ouvre son

édition sur les propos du Président de la République, revient encore sur la composition de la future assemblée. Du côté de la presse arabe, le journal "Echaab" ouvre son édition sur les conditions "normales" de déroulement du scrutin et sur la présence remarquée des médias étrangers et propose un éditorial sur la "rupture" qui représente ces législatives en plus d'un reportage sur le respect du protocole sanitaire dans les centres de vote. Le quotidien "El Khabar" qui est également revenu sur le vote des personnalités politiques relève de nombreuses infractions et dépassement dans des villes comme l'absence de près de 10 000 observateurs à Oran, la fermeture de 136 centres et 229 bureaux de vote à Tizi-Ouzou.

Le journal "Echourouk" qui estime que les citoyens ont choisi leur représentants pour la première fois en toute liberté, se projette, quant à lui, vers les élections locales en faisant réagir des partis politiques qui affirment que ces "législatives constituent une base pour les locales".

Taux de participations par wilaya

Voici le taux de participation aux élections législatives par wilaya, enregistré aujourd'hui à 16:00, comme annoncé par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'ANIE à Alger:

- Adrar: 20,05%
- Chlef: 11,41%
- Laghouat: 21,48 %
- Oum El Bouaghi: 15,36%
- Batna: 15,73%
- Bejaia: 0,79 %
- Biskra: 16,26%
- Bechar: 25,14 %
- Blida: 12,75%
- Bouira: 7,34%
- Tamanrasset: 35,98%
- Tébessa: 16,77 %
- Tlemcen: 15,94%
- Tiaret: 15,36%
- Tizi Ouzou: 0,62%
- Alger: 8,54%
- Djelfa: 19,01 %
- Jijel: 16,02%
- Sétif: 12,04%
- Saïda: 17,55%
- Skikda: 16,82%
- Sidi Bel Abbès: 15,94%
- Annaba: 12,39%
- Guelma: 16,79%
- Constantine: 11,40%
- Médéa: 15,66%
- Mostaganem: 16,04%
- Msila: 17,67%
- Mascara: 15,11%
- Ouargla: 21,02%
- Oran: 11,38%
- El-Bayadh: 20,84%
- Illizi: 44,13%
- Bordj Bou Arreridj: 13,91%
- Boumerdes: 9,65%
- El Tarf: 18,12%
- Tindouf: 44,64%
- Tissemsilt: 18,11%
- El Oued: 17,10%
- Khenchela: 22,31%
- Souk Ahras: 14,73%
- Tipasa: 14,54%
- Mila: 13,65%
- Ain Defla: 17,12%
- Naâma: 22,12%
- Ain Témouchent: 15,21%
- Ghardaïa: 14,66%
- Relizane: 17,22%
- Timimoun: 26,27%
- Bordj Badji Mokhtar: 44,91%
- Ouled Djellal: 17,36%
- Beni Abbas: 33,70%
- In Salah: 32,83%
- In Guezoune: 49,01%
- Touggourt: 18,01%
- Djinet: 38,92%
- El Meghaïra: 25,66%
- El Menia: 22,30%

Le taux de participation aux législatives, qui se déroulent samedi, à travers le territoire national s'est élevé à 14,47% à 16:00. Au sein de la communauté algérienne à l'étranger, il a atteint 4,09 % à la même heure.

Un scrutin dans des conditions normales (presse régionale)

L'opération électorale s'est effectuée dans des "conditions normales", marquée par une maîtrise en matière d'organisation sur les plans matériel et logistique et une "participation plus importante des électeurs dans l'après-midi", relève, dimanche, les journaux paraissant dans l'Est du pays, au lendemain des législatives. Sous le titre "Des législatives dans des conditions normales", le journal public en langue arabe "An-nasr" a mis en relief les "bonnes" conditions de déroulement du scrutin et la participation préablement disparates des électeurs qui a augmenté au fil des heures, relevant que cette journée s'est distinguée par "une organisation bien ficelée en terme d'accueil des électeurs et de respect du protocole sanitaire". Consacrant plus de dix pages à la couverture du scrutin, la publication a également relayé les déclarations de différents chefs de partis politiques à l'instar d'Abdelaziz Belaïd, président du Front El Moustakbel, Tayeb Zi-

touni, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), ou encore Abdelkader Bengrina, président du Mouvement El Bina El Watani qui ont convenu "unanimentement" de l'importance de ces législatives à même d'offrir à l'Algérie "la première Assemblée populaire nationale émanant de la volonté populaire en dehors des +quotas+". An-nasr a également dédié ses colonnes à la couverture du scrutin dans plusieurs wilayas de l'Est du pays, notamment Oum El Bouaghi, Jijel, Ouled Djellal, Skikda et El Tarf, mettant l'accent sur "le profond désir de changement" exprimé par les électeurs à travers les urnes, en particulier les jeunes et les femmes.

"Les résultats annoncés mardi prochain", titre de son côté "Le Quotidien de Constantine" dans son édition de dimanche, citant le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, lequel a affirmé hier, jour du scrutin, que les résultats des élec-

tions législatives pourraient ne pas être annoncés "avant les 96 heures conformément à la loi". L'auteur de l'article explique, dans ce contexte, que l'opération de dépouillement sera "compliquée" par rapport aux élections précédentes, se référant aux annonces de M. Charfi, faites hier à la presse, attestant que "la réception des procès de dépouillement dure entre 3 et 4 jours, et donc les résultats des législatives peuvent ne pas être annoncés avant les 96 heures, conformément à la loi organique des élections". Dans un autre registre, ce journal a évoqué les "922 dépassements relevés par l'ANIE" concernant le respect du protocole sanitaire de lutte contre la covid-19 mis en place dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives, se soldant par 776 mises en demeure et 45 signalements auprès du Parquet général, selon M. Charfi. Pour sa part, le journal d'expression française "El Aclil", édité à Constantine, a rapporté les déclarations du président de la

République, Abdelmadjid Tebboune, lequel après avoir accompli son devoir électoral, a qualifié les législatives de "deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique plus proche du citoyen qu'avant". Cette publication a répercuté, en outre, les propos du ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, estimant hier (samedi) que l'électeur algérien a posé la "pierre angulaire" pour édifier les nouvelles institutions émanant de la Constitution de novembre 2020. Mettant l'accent, pour sa part, sur la participation "timide" des électeurs dans certaines régions, le journal en langue arabe "Akher saa", édité à Annaba, s'est penché sur la composition de la future Assemblée populaire nationale aux "multiples colorations", du fait de la multitude de listes partisa nes et indépendantes qui ont concouru pour décrocher des sièges dans la Chambre basse du Parlement.

ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT

Examen de la création d'un Réseau de laboratoires d'essais de conformité des produits

Le Gouvernement a examiné lors de sa réunion tenue, jeudi, sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, un projet de décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement du Réseau des laboratoires d'essais de conformité des produits.

Présenté par le ministre du Commerce, le projet de décret vise à créer un Réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de conformité des produits importés ou fabriqués localement, "en tant qu'espace visant la mutualisation des compétences et l'encouragement du travail collectif pour réaliser des actions d'utilité publique", selon un communiqué des services du Premier ministre.

Ce réseau placé sous l'égide du ministère du Commerce, regroupe tous les laboratoires relevant des secteurs ministériels d'intérêt commun en matière de protection du consommateur, de répression de la fraude et d'amélioration de la production nationale.

Le Gouvernement a également

examiné le projet de décret exécutif portant réorganisation de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI). Le texte se veut une restructuration des CACI pour "leur redynamisation et leur intégration, d'une manière plus efficace, dans le processus de développement économique national, en les érigeant en espaces de concertation entre pouvoirs publics et les opérateurs économiques, mais aussi en force de proposition en vue de promouvoir et d'organiser les activités économiques aux plans local et national".

Le but étant de faire des CACI des outils "efficaces" au service de l'entreprise algérienne et de l'économie nationale aussi bien au niveau local que national, tout en



s'ouvrant à l'étranger, selon les explications fournies dans le communiqué des Services du Premier

ministre.

Les amendements introduits visent à préserver le principe de

représentation de la Chambre auprès des autorités publiques au niveau national et local, à élargir et renforcer les missions de la Chambre de commerce, à revoir les structures de gestion de la Chambre à travers la création d'un Conseil d'administration.

Il s'agit également de consacrer l'indépendance des prérogatives des membres élus, d'offrir la possibilité de créer des entreprises commerciales, industrielles ou tertiaire auprès de la Chambre de commerce, d'accueillir une instance de médiation, de conciliation et d'arbitrage des litiges commerciaux nationaux et internationaux, à la demande des opérateurs, ajoute le communiqué.

459 textes législatifs et réglementaires élaborés au 1^{er} semestre 2021

L'action normative du gouvernement conduit par le Premier ministre Abdelaziz Djerad s'est soldée par un total de 459 textes législatifs et réglementaires élaborés durant la période allant du 1^{er} janvier au 23 mai 2021, dont 412 textes publiés au Journal Officiel et 47 autres en phase de signature ou de publication, a-t-on appris jeudi auprès

des services du Premier ministre. Cette action normative a été axée notamment sur "la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques, économiques et sociales énoncées dans le programme de Monsieur le Président de la République et le plan d'action du Gouvernement, en sus de la gestion de la crise sanitaire, induite par la propagation de la

pandémie du Coronavirus (Covid-19) et ses implications (pas moins de 13 textes publiés)", précise la même source. Au titre des réformes politiques et institutionnelles, "il convient de signaler, ajoutent les services du Premier ministre, la mise en place du nouveau régime électoral et des textes subséquents, socle des réformes engagées". Au chapitre économique

et social, "l'action normative a été axée notamment sur la mise en place et adaptation de dispositifs dédiés à l'épanouissement des start-up et des micro-entreprises, un meilleur encadrement de l'activité économique et commerciale, ainsi que la numérisation et la lutte contre la bureaucratie", précise encore la même source.

ECONOMIE - STATISTIQUE

L'organisation et la composition du Conseil national de la statistique fixées

L'organisation et la composition du Conseil national de la statistique ont été fixées par deux décrets exécutifs publiés au dernier journal officiel (n.45). Il s'agit du décret exécutif n21-246 du 2 juin 2021 modifiant le décret exécutif n 95-160 du 3 juin 1995 portant organisation et fonctionnement du Conseil national de la statistique qui stipule que le Conseil national de la statistique comprend, outre son président, un représentant de chacun des ministères chargés et de 10 personnalités désignées par le président du conseil en raison de leur qualification ou de leur connaissance du domaine de la statistique.

Le deuxième décret n21-274 du 2 juin 2021 porte sur la désignation nominative des membres du Conseil national de la statistique. En vertu de ce décret, sont désignés des représentants notamment des ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Industrie, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Énergie et des mines ainsi que du ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables.

Des représentants des institutions économiques vont siéger également au sein du Conseil, notamment de la Banque d'Algérie, des Douanes et du Centre national du registre du commerce. Le Conseil national de la statistique comprend, aussi, des membres représentant le Conseil de la Nation, le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et des représentants de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ainsi que des représentants des organisations patronales.

AEP À ALGER

Instructions fermes pour un approvisionnement régulier

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a donné, samedi, des instructions fermes pour assurer un approvisionnement régulier en eau potable suivant le programme établi à Alger, insistant sur l'importance de l'augmentation de la production de l'eau pour approvisionner les citoyens et éviter les coupures ou les perturbations, a indiqué un communiqué du ministère. M. Mihoubi a donné ces instructions lors d'une visite au siège de la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL) en compagnie du wali d'Alger pour déterminer les causes à l'origine des perturbations enregistrées dans la distribution de l'eau", ajoute le communiqué.

Le ministre a donné "des instructions fermes aux responsables et techniciens en charge de la production et de la distribution d'eau potable à Alger", lit-on dans le communiqué. Lors d'une réunion au

siège de la SEAAL à laquelle ont pris part des cadres et des responsables de la société, M. Mihoubi a mis l'accent sur "le suivi quotidien pour permettre à la société d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable suivant le programme établi à Alger et informer les citoyens via tous les moyens audiovisuels et réseaux sociaux".

Par la suite, M. Mihoubi s'est rendu au centre d'appels chargé de répondre aux préoccupations des citoyens, où il a donné des instructions pour "coordonner avec les responsables de la Direction générale de la SEAAL pour permettre à l'administration technique de suivre les plaintes émanant des citoyens".

Le ministre s'est rendu ensuite à la station de dessalement de El Hamma en compagnie du ministre de l'Énergie et du wali d'Alger, où des explications exhaustives leur ont été fournies par les techniciens

chargés de la gestion de la station lesquels ont été instruits de veiller sur la production pour assurer un approvisionnement en eau aux citoyens et éviter les coupures ou les perturbations", selon le ministère.

Pour rappel, M. Mihoubi a mis fin, vendredi, aux fonctions des directeurs de la distribution et de la production de SEAAL et a chargé le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Alger d'assurer la gestion sous l'autorité du wali, suite aux perturbations enregistrées dans certains quartiers de la capitale, selon un communiqué du ministère. "Suite aux perturbations enregistrées dans certains quartiers d'Alger, le ministre des Ressources en eau a mis fin aux fonctions des directeurs de la distribution et de la production de la SEAAL et a chargé le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Alger d'assurer la gestion sous l'autorité du wali d'Alger", selon la même source.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Signature d'un accord de coopération entre le Commandement de la Gendarmerie nationale et l'ONPLC

Un accord de coopération a été signé, samedi à Alger, entre le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), dans le cadre du renforcement des efforts avec les différentes institutions sécuritaires et les celles en charge d'élaborer la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption, a indiqué samedi un communiqué des mêmes services.

L'accord, qui porte sur "les mécanismes d'action conjointe en matière de prévention

et de lutte contre la corruption", a été signé au siège du Commandement de la GN par le Général Noureddine Gouasmia, Commandant de la GN et par M. Tarek Kour, président de l'ONPLC, qui propose une politique globale de protection contre la corruption, en consécration des principes de l'Etat de droit, de la probité, de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des biens et fonds publics.

La conclusion de cet accord traduit la volonté des deux parties à renforcer les efforts entre les institutions de l'Etat, poursuit

la même source qui souligne que le document se veut une preuve tangible de la qualité des relations de coopération entre la GN et les différentes institutions de sécurité, en général, et l'ONPLC, en particulier.

Des relations, ajoute le communiqué, qui s'étendent à tous les domaines de partage d'expériences, de consécration des bonnes pratiques et de renforcement des capacités d'enquête, de recherche et d'investigation, voire d'anticipation de ce type de crime graves et d'autres en rapport dans

le cadre d'un dispositif sécuritaire nationale dissuasif de toutes les tentatives d'atteinte à la sécurité de la société.

La mise en œuvre de cet accord contribuera incontestablement à la réalisation des principaux objectifs escomptés par les deux parties pour la promotion de l'action commune en matière de lutte et de dissuasion des crimes de corruption, au service de la patrie et du citoyen et en consécration de l'Etat de droit pour laquelle œuvrent inlassablement les organes de l'Etat, conclut le communiqué.

MILA

Retrait du nom d'un candidat sur une liste indépendante suite à "une condamnation pénale" (ANIE)

Le nom d'un candidat aux législatives, actuellement en cours, a été retiré d'une liste indépendante dénommée "Tajmoue El Ahrar" suite à une "sanction pénale", a-t-on appris samedi auprès de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Le chargé de communication de la délégation, Ahmed Lekhal, a précisé que la décision de retirer la candidature à cette personne qui occupait le poste de président de l'Assemblée populaire de la commune d'Oued El Athmania est intervenue après consultation de l'ANIE qui a ainsi statué "après confirmation de sa sanction pour son implication

dans une affaire d'argent sale, conformément à la loi relative aux élections". Selon la même source, le retrait du nom de ce candidat a été effectué sans qu'il soit remplacé. Dans les bureaux de vote, le bulletin concernant la liste indépendante dans laquelle il figurait, comporte les noms et photos de neuf candidats au lieu de 10 initialement.



SAÏDA

Abdelghani, un jeune défie son handicap et accomplit son droit de vote

Le jeune étudiant Abdelghani de la ville de Saïda, malgré le handicap dont il souffre, a tenu, samedi, à accomplir son droit de vote, dans l'espoir que la nouvelle composante de l'Assemblée populaire nationale (APN) marque un tournant décisif dans la réalisation des aspirations de tous les citoyens, notamment ceux ayant des besoins spécifiques.

Accompagné de son père qui l'aide à se déplacer péniblement en raison de son handicap, Abdelghani, âgé de 25 ans, a accompli son devoir au niveau du centre de vote ouvert au CEM "Chauouche Abdelkrim"

du chef-lieu de wilaya. Il veut devenir "un modèle de l'amour du pays" et un "exemple" pour exprimer sa détermination à participer à tous les rendez-vous électoraux dans le but d'apporter une modeste contribution à l'édification institutionnelle du pays. Ce jeune électeur a souligné à l'APS qu'il n'a manqué aucune occasion de participer aux différents rendez-vous électoraux, appelant les jeunes à suivre son exemple et à se rendre massivement aux urnes pour construire l'Algérie nouvelle. "Cette Algérie dont nous avons toujours rêvé, pour laquelle ont combattu et se

sont sacrifiés de milliers de chouhada", a-t-il ajouté. Abdelghani a également fait part de son souhait de voir les futurs députés qui seront élus, oeuvrer avec fidélité en vue de porter la voix des citoyens à l'APN, traiter des différentes questions posées et dégager les solutions efficaces aux préoccupations des citoyens, surtout les espoirs et aspirations des jeunes.

Cet électeur s'est également félicité de la bonne organisation du scrutin au niveau de ce centre de vote et du strict respect des dispositions du protocole sanitaire contre le coronavirus.

ORAN

Réception prochaine de plus de 1.700 logements publics locatifs

Plus de 1.700 logements publics locatifs seront réceptionnés fin juin en cours dans quatre communes de la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès de la direction de l'habitat.

Il s'agit de 700 logements publics locatifs dans la commune de Misserghine, 500 à El Ancor, 500 autres à Bousfer et 32 à Mers El Kébir, a-t-on indiqué, soulignant que la réalisation de ces logements enregistre un taux d'avancement dans les travaux d'aménagement externe de 95% pour être achevés en fin juin en prévision de leur attribution au mois de juillet prochain.

Les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau, électricité et gaz) sont achevés en attendant les travaux de revêtement des chaussées au niveau des sites d'El Ancor et Bousfer et Mers El Kébir, a-t-on fait savoir. Une opération pour déterminer les locaux à l'intérieur de ces sites d'habitat a été lancée courant de cette semaine. Ces locaux devront abriter des équipements publics, notamment une polyclinique, une antenne communale, un bureau de poste, deux agences de Sonelgaz et de la Société de l'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR), a-t-on relevé.

Une commission de wilaya composée de représentants du wali d'Oran et de différentes directions de l'habitat, de l'urbanisme, de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a procédé à une opération de contrôle et d'inspection des différents programmes d'habitat prévus pour leur attribution au mois de juillet prochain.

TOUGGOURT

Réception prochaine de deux stades de football de 5.000 places

Deux stades de football de 5.000 places seront réceptionnés prochainement dans la wilaya de Tougourt pour promouvoir la pratique sportive dans la région, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Implantés dans les communes de Témacine et Mégarine, ces deux stades sont à un taux d'avancement de 98%, et il ne reste qu'à réaliser les aménagements extérieurs et leur raccordement au réseau d'assainissement, a précisé la directrice de la jeunesse et des sports, Tounes Ghodbane. La même responsable a fait part aussi du déblocage d'une enveloppe financière conséquente pour

la réalisation d'autres installations sportives, dont deux aires de jeux dans les communes de Zaouïa El-Abidia et Blidet Amor. Il s'agit également de l'équipement d'un stade de football à Tougourt d'un tableau électronique, le revêtement des stades de Bennacer (daïra de Taïbet) et d'El-Alia (daïra d'El-Hedjira) d'une pelouse synthétique, la réhabilitation du terrain du stade de la commune de Nezla, appelé à être revêtu en gazon artificiel, a-t-elle ajouté. Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tougourt compte 14 stades de football et de nombreuses aires de jeux de proximité réparties à travers ses 13 communes.

CONSTANTINE

200.000 masques de protection médicale distribués à travers les centres de vote

Au total, 200.000 masques de protection médicale ont été distribués samedi à travers les centres de vote de la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès du directeur de l'administration locale (DAL), Nacer Zougari.

"La décision est inscrite dans le cadre des mesures et des procédures engagées par les autorités publiques visant à lutter contre la pandémie de la Covid-19, notamment en cette conjoncture marquée par la propagation, une nouvelle fois, du virus à l'échelle locale", a déclaré à l'APS le même responsable.

L'opération qui a pour objectif d'assurer un meilleur encadrement des élections à travers différentes communes de la wilaya, a consisté également en l'attribution de pas moins de 650 flacons de gel hydro-alcoolique, a ajouté M. Zougari. Ces moyens

de protection ont été affectés au profit des agents mobilisés pour l'encadrement de cette opération électorale et des citoyens fréquentant ces centres, s'élevant à 215, en plus de 1.512 bureaux de vote, a fait savoir M. Zougari qui a affirmé que le protocole sanitaire est respecté à travers toutes les communes depuis le lancement de l'opération de vote.

Le même responsable a encore précisé, dans ce même contexte, que le nombre de bavettes distribuées est jugé suffisant, pour répondre aux besoins des centres de vote réservés au scrutin, aussi bien ceux des régions urbaines que ceux des zones d'ombre réparties sur les douze communes de la wilaya. Les centres consacrés à travers la wilaya à ces élections, ont fait l'objet d'actions de désinfection réalisées par les services des as-

semblées populaires communales (APC) en collaboration avec les services de la DAL, a-t-on rappelé. D'autre part, 450 agents de la Protection civile ont été mobilisés dans la wilaya de Constantine pour garantir la sécurisation et le bon déroulement de ce rendez-vous électoral, a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la direction locale du secteur, le capitaine Abderrahmane Lagraâ. Aussi, en plus des moyens matériels habituellement mis en place dans la wilaya, quatre (4) ambulances et deux (2) camions anti-incendie ont été mobilisés dans les communes de Messaoud Boudjeriou, Benbadis, Beni Hamidene et Ouled Rahmoune, dépourvues d'unités secondaires afin de garantir le bon déroulement de ces élections, a-t-on souligné de même source.

OUM EL BOUAGHI

Amar Dib, handicapé moteur, accomplit son devoir électoral pour "la stabilité de l'Algérie"

Amar Dib, handicapé moteur natif de la ville d'Ain Beïda (wilaya d'Oum El Bouaghi) a été parmi les premiers à rallier le centre de vote Ibn Sina de cette collectivité et le tout premier citoyen à accomplir son devoir électoral, au bureau n°1 du même centre en souhaitant "la stabilité de l'Algérie".

Retraité d'une administration publique, après 34 ans de loyaux services, Amar Dib a garé sa moto tricycle pour personnes aux besoins spécifiques devant l'entrée du CEM Ibn Sina, centre où il exprime sa voix habituellement à chaque rendez-vous électoral,

avant de se diriger vers le bureau de vote où il est inscrit.

Ce sexagénaire a attendu devant le bureau n°1 du centre de vote que les encadreurs finalisent l'agencement des listes électorales et le protocole sanitaire de lutte contre le coronavirus. Dynamique et optimiste, Amar a assuré que l'une des raisons qui l'ont encouragé à venir tôt pour accomplir son devoir électoral est "l'intégrité et la transparence de ce rendez-vous électoral". Et d'ajouter: "Pour la première fois, j'ai le sentiment que ces élections seront transpa-

rentes, même si j'ai souvent voté".

Rappelant les étapes difficiles traversées par l'Algérie, Amar a souligné qu'en accomplissant son devoir électoral, son objectif est de contribuer à "la stabilité de l'Algérie à travers le choix des représentants du peuple notamment les jeunes compétences qui seront portés candidats aux législatives".

Amar Dib a également exprimé son espoir que d'autres actions se réalisent après le choix des représentants du peuple à la prochaine Assemblée populaire nationale, notamment d'"accorder plus d'attention à la

catégorie des jeunes et prendre en charge leur préoccupations s'agissant de l'emploi et d'autres exigences de la vie". Evoquant la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, Amar a assuré: "Nous avons un grand espoir dans l'avenir et nous souhaitons le meilleur pour cette catégorie de la société qui nécessite une plus grande attention". Il a, dans ce sens, appelé les députés de la prochaine Assemblée populaire nationale à "être attentifs aux préoccupations des personnes aux besoins spécifiques et à œuvrer à leur prendre en considération".

CÉRÉALES

Plus de 1,3 million de quintaux prévus à Ain Témouchent

Une production de plus de 1,36 million de quintaux de céréales est prévue lors de la campagne moisson-battage de la saison agricole en cours dans la wilaya d'Ain Témouchent, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA) Lancée dernièrement, la campagne moisson-battage cible une superficie de 105.000 hectares à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a indiqué le directeur des services agricoles, Ghali Boulououar, soulignant que la campagne est dotée de tous les moyens nécessaires, de même pour la collecte des récoltes. La Direction des services agricoles d'Ain Témouchent a mobilisé 20 structures d'une capacité de stockage de 700.000 quintaux (qx) par les coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) d'Ain Témouchent et Hammam Bouhadjar, a-t-on ajouté.

La saison agricole 2020-2021 a enregistré une perturbation en pluviométrie affectant des terres emblavées, soit 5.000 ha de pertes de la surface globale réservée à la céréaliculture, selon le DSA. Pour rappel, la wilaya d'Ain Témouchent a réalisé au titre de la saison agricole écoulée, une production de 1,8 milli on qx de céréales.

BANQUE D'ALGÉRIE

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 13 juin 2021, communiqués par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	131,66	139,70
1 EUR	160,11	169,90
1 GBP	185,41	196,73
100 JPY	120,16	127,55
100 CHF	14,677,88	15,580,66
1 CAD	108,60	115,26
100 DKK	2,152,44	2,284,19
100 SEK	1,589,41	1,687,23
100 NOK	1,581,39	1,678,72
1 AED	35,84	38,04
1 SAR	35,10	37,25
1 KWD	437,12	465,03

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	133,00	139,70
1 EUR	161,74	169,90
1 GBP	187,29	196,73
100 JPY	121,38	127,55
100 CHF	14,826,90	15,580,66
1 CAD	109,70	115,26
100 SEK	1,605,55	1,687,23

DOUANES

Le Gouvernement examine les conditions d'octroi d'agrément et d'exploitation des entrepôts de stockage temporaires

Le Gouvernement a examiné, jeudi lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, un décret exécutif fixant les conditions d'octroi d'agrément et d'exploitation des entrepôts de stockage temporaires ainsi que la forme et les clauses du cahier de charges et de l'engagement garanti par caution, indique un communiqué des services du Premier ministre.

L'entrepôt de stockage temporaire est un espace agréé par l'Administration des Douanes et destiné au déchargement des marchandises et à leur placement temporaire sous contrôle des douanes, en

ENERGIE

Une rencontre d'affaires entre des opérateurs danois et Sonatrach

Une rencontre d'affaires virtuelle sera organisée ce lundi entre des opérateurs économiques danois dans le secteur énergétique et le groupe Sonatrach pour échanger autour de la production d'énergie et de la transition verte, a indiqué l'ambassade du Danemark en Algérie dans un communiqué.

"L'ambassade du Danemark en Algérie organise, en collaboration avec le groupe Sonatrach et avec la participation de l'Agence danoise State of Green, une rencontre d'affaires virtuelle avec des opérateurs danois dans le domaine de l'énergie", fait savoir le communiqué.

Cette rencontre d'affaires sera ouverte par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar et l'ambassadeur du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, précise la même source.

A cette occasion, le groupe Sonatrach et



l'agence State of Green présenteront les expériences algériennes et danoises en matière de production

d'énergie et de transition verte.

Selon la représentation diplomatique, 20 sociétés danoises pourront ensuite, lors de quatre forums sectoriels (énergies renouvelables, services, équipement et financement), présenter leurs solutions et échanger avec les différentes directions concernées au niveau de Sonatrach (Business development & Marketing, New resources, Corporate finances, Procurement & logistics, Exploration & production ainsi que Engineering & Project management).

CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE

La contrepartie financière applicable aux prestataires fixée par décret

Un décret exécutif fixant le montant de la contrepartie financière applicable aux prestataires de services de certification électronique à une partie, fixe d'un montant de 100.000 DA, et une partie variable annuelle calculée selon le nombre d'années d'activité, a été publié au journal officiel (JO) n 45.

Il s'agit du décret exécutif n 21-248 signé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, en date du 3 juin 2021 et fixant le montant de la contrepartie financière applicable au prestataire de services de certification électronique et qui vient en application des dispositions de l'article 40 de la loi

du 2 février 2015. Le texte fixe la contrepartie financière applicable au prestataire de services de certification électronique, à une partie fixe d'un montant de cent mille dinars (100.000 DA) hors taxe, payable dès la délivrance de l'autorisation de prestation de services de certification électronique.

A ce montant, s'ajoute une partie variable annuelle, calculée par l'autorité économique de certification électronique, sur la base des documents comptables transmis par les prestataires de services de certification électronique.

Cette partie variable annuelle représente deux pour cent (2 %) hors

taxes sur le chiffre d'affaires, réalisé par le prestataire au titre des services offerts dans le cadre de l'activité de certification électronique pour les deux (2) premières années d'activité.

Elle sera d'un montant de trois pour cent (3 %) hors taxes sur le chiffre d'affaires réalisé par le prestataire au titre des services offerts dans le cadre de l'activité de certification électronique à partir de la troisième (3) année d'activité, détaille le décret.

L'autorité économique de certification électronique doit collecter le montant de la partie variable de la contrepartie financière, au plus tard, le 31 décembre de l'année qui suit.

SERVICES APRÈS-VENTE

Les opérateurs tenus d'assurer le service sur l'ensemble de leurs réseaux de distribution

Le fabricant et/ou l'importateur de biens doit assurer le service après-vente du bien mis sur le marché d'une manière à couvrir l'ensemble de son réseau de distribution, stipule le décret exécutif fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre du service après-vente des biens, publié au Journal officiel n 45. Le texte, qui s'applique aux biens destinés au consommateur après expiration de la période de garantie ou dans les cas où

la garantie ne peut jouer, précise que "le service après-vente peut être assuré par une autre personne physique ou morale à laquelle le fabricant et/ou l'importateur font appel pour la réalisation du service après-vente".

De plus, le fabricant et/ou l'importateur doit assurer la disponibilité des pièces de rechange, au moins, pour une durée de cinq (5) ans, en cas de fin de production ou d'importation d'un bien, sauf si un texte particulier

prévoit une autre durée.

Le vendeur est également tenu de mettre à la disposition du consommateur, toutes les informations nécessaires, notamment les coordonnées d'identification du prestataire du service après-vente et sur la disponibilité des pièces de rechange.

Le prestataire du service après-vente doit informer le consommateur, avant de procéder à la réparation, de l'origine de la panne, des pièces à remplacer, de la nature de l'intervention et sur les risques éventuels dus à la réparation et toute autre information nécessaire. Il doit, également, informer le consommateur qu'il peut conserver les pièces et les éléments remplacés. Le prestataire du service délivre un devis au client si celui-ci en fait la demande et il doit l'informer au préalable, dans le cas où le devis est facturé.

Le devis doit préciser les éléments essentiels du contrat de service après-vente et le décompte détaillé, en quantité et en prix, de chaque prestation et produit à fournir. Le prestataire peut proposer

au client l'utilisation des pièces de rechange d'occasion qui doivent être en bon état et sûres. Il doit également mettre, en présence du client, le bien réparé à l'essai. En outre, "le bien confié au prestataire pour être réparé dont le client n'a pas demandé la récupération dans un délai d'une année décomptée, à partir de la date de récupération du bien, fixée sur le bon de dépôt, est considéré comme abandonné".

Le décret indique que les prestataires de service après-vente en activité doivent se conformer aux dispositions du présent décret dans un délai d'une (1) année, à compter de la date de sa publication au JO.

A noter que le texte concerne l'ensemble des prestations que l'intervenant doit fournir lors de la mise à la consommation du bien, à titre onéreux ou gratuit, telles que les prestations de dépannage, de réparation, de maintenance, d'installation, de contrôle technique, de transport ainsi que la fourniture des pièces de rechange.

ZONE EURO

La BCE relève ses prévisions de croissance et d'inflation pour 2021 et 2022

La Banque centrale européenne (BCE) a relevé jeudi ses prévisions de croissance du PIB et d'inflation en zone euro pour 2021 et 2022, face à un rebond de l'économie plus rapide qu'attendu avec la décrue de la pandémie.

L'institut monétaire prévoit une croissance de 4,6% en 2021 et de 4,7% en 2022, plus que les 4,0% et 4,1% prévus dans la dernière série de projections publiée en mars.

Pour 2023, les économistes de la BCE s'attendent toujours à une croissance de 2,1%.

"Nous sommes plus optimistes pour les perspectives économiques qu'il y a trois mois", a expliqué la présidente de la BCE, Christine Lagarde, lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion du Conseil des gouverneurs.

L'institution s'attend également à une hausse des prix à la consommation de 1,9% cette année et de 1,5% l'année prochaine, plus que les 1,5% et 1,2% annoncés précédemment en raison de facteurs "temporaires" liés à la reprise économique et à la hausse des prix de l'énergie.

Mais la BCE ne croit pas à un dérapage durable des prix : l'inflation restera "en dessous de notre objectif" --



proche mais en dessous de 2% -- sur la période de projection jusqu'en 2023, a expliqué Mme Lagarde.

Parmi les facteurs positifs pour la conjoncture : la levée des restrictions qui "devrait entraîner un rebond vigoureux du secteur le plus touché", c'est-à-dire les services.

La BCE prévoit ainsi un "fort rebond", qui a démarré au deuxième trimestre.

L'accélération des cam-

pagne de vaccination européennes y contribuera, alors que la croissance doit "continuer" de s'améliorer au deuxième semestre" de 2021, a-t-elle précisé.

Plus généralement, la perspective pour la croissance reste "équilibrée", entre la possibilité d'une reprise "encore plus forte" grâce à la hausse vigoureuse de la demande et les dangers d'une reprise de la pandémie à cause de la propa-

gation de variants. Pour ne pas mettre en péril cette amorce de reprise, le conseil des gouverneurs de la BCE a maintenu jeudi son cap monétaire accommodant, fait de taux d'intérêt à leur plus bas historique et d'achats massifs de dette.

Cette politique est jugée nécessaire "pour réduire l'incertitude et renforcer la confiance", a insisté Mme Lagarde alors que les interrogations grandissent sur l'avenir de ces généreuses mesures de soutien.

"Une hausse soutenue des taux du marché pourrait se traduire par un resserrement des conditions de financement (...) pour l'ensemble de l'économie.

Un tel resserrement serait prématuré et poserait un risque pour la reprise économique en cours et les perspectives d'inflation", a averti Christine Lagarde.

Elle a ainsi martelé qu'il était "trop tôt" pour discuter d'une sortie progressive des programmes de soutien monétaire actuellement en place.

IRAN - AZERBAÏDJAN

L'Iran commence à importer de l'électricité d'Azerbaïdjan pour face à sa pénurie



L'Iran a commencé à importer de l'électricité de son voisin du nord, l'Azerbaïdjan, pour faire face à sa pénurie d'électricité, a rapporté samedi l'agence de presse IRNA.

Jeudi, le réseau électrique de Moghan, dans le nord-ouest de l'Iran, a été synchronisé avec un réseau électrique en Azerbaïdjan afin d'alimenter le réseau électrique iranien avec 73 mégawatts d'électricité, a indiqué Mostafa Rajabi Mashhadi, porte-parole de la compagnie iranienne de production, de distribution et de transmission d'électricité. Récemment, l'augmentation de la demande en été, entre autres facteurs, a provoqué des discontinuités dans l'approvisionnement en électricité à travers l'Iran. M. Mashhadi a appelé les consommateurs individuels à contrôler leur consommation, en particulier pendant les heures de pointe, afin de réduire la pression sur le réseau électrique. Selon les médias locaux, plus de 50 pour cent de la consommation d'électricité en Iran sont allouées à la consommation des ménages.

EMIRATS ARABES UNIS

Le commerce extérieur non pétrolier de Dubaï atteint 96,4 mds de dollars au premier trimestre

Le commerce extérieur de l'Emirat de Dubaï a atteint 354,4 milliards d'AED (96,4 milliards de dollars), au premier trimestre 2021, en croissance de 10 % contre 323 milliards d'AED (87,93 milliards de dollars) au cours de la même période de l'année précédente.

Les exportations ont augmenté de 25 % pour atteindre 50,5 milliards d'AED (13,74 milliards de dollars), enregistrant une hausse de 20 % par rapport à l'année précédente, et les importations ont représenté 204,8 milliards d'AED (55,75 milliards de dollars), soit une croissance de 9 %.

Quant à la valeur des réexportations, elle a atteint 99 milliards d'AED (26,95 milliards de dollars), en croissance de 5,5%.

"Cette performance remarquable reflète la résilience impressionnante de notre secteur du commerce extérieur et sa capacité à rebondir et à croître face à des crises internationales majeures", s'est félicité le prince héritier de Dubaï et président du Conseil exécutif de Dubaï, Sheikh Hamdan bin Mohammed bin Rashid Al Maktoum, en considérant que les infrastructures avancées et l'emplacement stratégique ont permis à Dubaï d'avoir un statut de plaque tournante régionale et mondiale pour le commerce. Le président-

directeur général de DP World Group et président de Ports, Customs and Free Zone Corporation a affirmé que Dubaï s'était rapidement remis des répercussions de la crise mondiale actuelle et a développé de manière résiliente son commerce, stimulé par ses investissements solides et ses technologies de pointe, qui lui avaient permis de poursuivre ses activités commerciales mondiales.

Le commerce direct au premier trimestre 2021 a totalisé 217 milliards d'AED (59 milliards de dollars), en croissance de 15 % par rapport au premier trimestre 2020, tandis que le commerce à travers les zones franches a atteint 135 milliards d'AED (36,75 milliards de dollars), en croissance de 2 %.

Le commerce aérien a représenté 179 milliards d'AED (48,760 milliards de dollars), en croissance de 15 %.

Le commerce maritime a atteint 120 milliards d'AED (32,66 milliards), en croissance de 3%, tandis que le commerce terrestre a atteint 55,3 milliards d'AED (14,97 milliards de dollars), en croissance de 7%.

L'or est en tête de liste des matières premières dans le commerce extérieur de Dubaï au premier trimestre avec 63 milliards d'AED (17,15 milliards de dollars), en croissance de 27%, suivi des télécommunications à 50 milliards

d'AED (13,61 milliards de dollars) en croissance de 32%.

Les diamants ont enregistré une croissance record de 61 % et sont arrivés troisièmes de la liste avec 29 milliards d'AED (7,89 milliards de dollars), suivis des bijoux avec 17 milliards d'AED (4,62 milliards de dollars) et du commerce de véhicules, qui a augmenté de 9 % pour atteindre 14 milliards d'AED (3,81 milliards de dollars).

La Chine a maintenu sa position de premier partenaire commercial de Dubaï au premier trimestre 2021 avec des échanges commerciaux d'une valeur de 44 milliards d'AED (11,98 milliards de dollars), soit une croissance de 30 %.

L'Inde est arrivée en deuxième position avec 35 milliards d'AED (9,52 milliards de dollars), en croissance de 17 %, suivie des Etats-Unis en troisième place avec 15,4 milliards d'AED (4,19 milliards).

L'Arabie saoudite a continué d'être le plus grand partenaire commercial de Dubaï dans le Golfe et les pays arabes et son quatrième partenaire commercial mondial avec 14,7 milliards d'AED (4 milliards de dollars environ) de commerce, en croissance de 20 %, suivie de la Turquie à la cinquième place avec 12 milliards d'AED (3,26 milliards de dollars).

SOUDAN

Manifestations après la suppression des subventions sur les carburants

Des manifestants ont bloqué plusieurs rues à Khartoum jeudi pour protester contre l'annonce cette semaine de la suppression des subventions sur les carburants qui a doublé les prix de l'essence et du diesel.

Le Soudan a mis fin mardi à ses subventions sur les carburants dans le cadre de réformes économiques soutenues par le Fonds monétaire international (FMI), doublant les prix sur fond de crise économique profonde.

La décision a quasiment fait doubler le prix du litre d'essence, passé de 150 à 290 livres soudanaises (0,3 à 0,56 euros).

Le prix du litre de diesel a, lui, augmenté de près de 128%, passant de 125 à 285 livres soudanaises. "Cette mesure montre que les autorités ne se préoccupent pas des gens et de leurs souffrances", a écrit sur Facebook l'Association des professionnels soudanais, acteur majeur du soulèvement populaire anti-Bécher.

"Nous appelons les manifestants à prendre les rues maintenant et chaque jour jusqu'à ce que ces décisions injustes soient annulées", poursuit l'association. En octobre, les prix avaient déjà doublé. Et plusieurs manifestations contre la vie chère ont eu lieu au cours de l'année passée.

Répondant aux exigences du FMI, le gouvernement soudanais, qui dépensait environ un milliard de dollars pour ces aides chaque année, a pris cette mesure pour se concentrer sur le rétablissement de l'économie.

Depuis la chute de l'ancien président Omar el-Bécher en 2019 sous la pression de la rue, après 30 ans d'un règne marqué par des conflits armés et de lourdes sanctions internationales, le Soudan traverse une crise économique profonde. Dans la file d'attente d'une station services à Khartoum, plusieurs clients ont exprimé leur désaccord avec la décision gouvernementale. Le gouvernement de transition s'est engagé depuis deux ans à rétablir l'économie du pays, minée par un manque constant de devises et une inflation qui a dépassé les 360% en avril.

APS

CHINE

Les IDE augmentent de 35,4% de janvier à mai

Les investissements directs étrangers (IDE) dans la partie continentale de la Chine, en usage réel, ont augmenté de 35,4% en glissement annuel pour atteindre 481 milliards de yuans (environ 75,3 milliards de dollars) au cours des cinq premiers mois de cette année, a déclaré samedi le

ministère du Commerce.

Le volume a augmenté de 30,3% par rapport à la même période en 2019.

Les investissements étrangers dans le secteur des services ont augmenté de 41,6% sur un an pour atteindre 381,9 milliards de yuans au cours de cette période, les investissements

étrangers dans les services de haute technologie ayant augmenté de 37,6%.

Entre janvier et mai, les investissements provenant des pays situés le long de "la Ceinture et la Route" ont augmenté de 54,1%, et les investissements en provenance de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est

(ASEAN) et de l'Union européenne ont respectivement augmenté de 56% et de 16,8%.

Les investissements étrangers, actuellement utilisés par les régions de l'est, du centre et de l'ouest de la Chine ont respectivement augmenté de 37%, de 36% et de 10,4%.

BOUMERDES Neutralisation d'un réseau national de vente d'armes prohibées de 6^e catégorie



Un réseau criminel national, composé de trois individus spécialisés dans la vente d'armes prohibées de 6^eme catégorie a été mis hors d'état de nuire, par les services de sécurité de Boumerdes, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

"La bande exploitait les sites électroniques comme espace de promotion de ce type d'armes prohibées, a savoir des électrochocs de défense sous forme de lampe torche, généralement utilisés dans les opérations de vols et d'agressions de citoyens à travers le pays, pour porter atteinte à la sécurité publique", a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication, le commissaire de police Krime Touati.

Les investigations menées par les éléments de la police judiciaire, ont abouti à l'arrestation de trois personnes âgées entre 23 et 30 ans, originaires du Centre et de l'Est du pays, qui s'apprêtaient, selon la même source, à faire la promotion de ces armes prohibées au niveau du territoire de compétence.

L'opération a permis la récupération de 32 armes prohibées de 6^eme catégorie (des électrochocs de défense) de différents types, 13 cartouches pour électrochocs de défense et 22 bombes lacrymogènes, outre la saisie d'un petit camion, un véhicule touristique, une somme d'argent et huit chèques postaux.

Les suspects ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes, a-t-on ajouté de même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 5 morts et 172 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 172 autres ont été blessées suite à plusieurs accidents de la circulation survenus durant les dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un bilan de la Protection civile.

Les éléments de la Protection civile ont également repêché les corps de deux personnes décédées par noyade, à savoir un homme de 25 ans à la plage Beau Séjour dans la commune d'Ain Turk (Oran) et un autre, âgé de 57 ans à la plage Rechgoun dans la commune d'Oulhaça (Ain Temouchent).

Concernant la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 45 opérations de sensibilisation à travers trois wilayas (50 communes) afin de rappeler les citoyens sur la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Les unités de la Protection civile ont également effectué 11 opérations de désinfection générale ayant touché les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles à travers une seule wilaya (7 communes), ce qui a nécessité la mobilisation, pour les deux opérations, de 150 agents, 16 ambulances et 15 engins d'incendie. En outre, un dispositif de sécurité pour la couverture de 20 sites de confinement au niveau des wilayas d'Alger, Constantine et Oran a été mis en place.

Les éléments de la Protection civile ont eu également à intervenir pour l'extinction de six (6) incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Boumerdes (un incendie), Bordj Bou

TRAVAIL DES ENFANTS Un taux "très faible" en Algérie

Le Secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Ali Louhaidia, a indiqué jeudi que des enquêtes de l'Inspection du travail montraient un taux de travail "très faible" des enfants dans les entreprises économiques publiques et privés tant dans le secteur formel qu'informel.

"Les enquêtes réalisées par l'Inspection du travail confirment l'existence de ce phénomène à un très faible taux, moins de 0,5%, au niveau des entreprises économiques publiques et privées des deux secteurs, formel et informel", a précisé M. Louhaidia dans une allocution lue au nom du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Lachemi Djaoubou, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants.

Il a souligné, dans ce sens, que "ce faible taux s'explique par la concrétisation, par l'Algérie, de ses engagements internationaux et régionaux, après la ratification des traités et conventions internationaux, ainsi que par la conjugaison des efforts de tous les acteurs (départements ministériels, partenaires socio-économiques et société civile). Rappelant que l'Algérie figure parmi les pays qui accordent une importance majeure à la situation de



l'enfant, le SG du ministère du Travail a mis en exergue les nombreuses mesures prises sur les plans juridique, organisationnel ou institutionnel, "ce qui a permis d'obtenir des résultats très positifs face à ce phénomène", a-t-il ajouté.

Il a affirmé, à ce propos, que la lutte contre le travail des enfants "est l'une des priorités sectorielles, notamment à travers l'intensification des opérations

de contrôle, de sensibilisation et de lutte contre les cas signalés", rappelant les programmes nationaux tracés pour la protection et la promotion de l'enfance.

En effet, l'arsenal juridique et organisationnel mis en place, la gratuité de l'enseignement et le renforcement de la politique de solidarité nationale au profit de certaines familles visent à éviter que les enfants ne se dirigent très tôt vers le mar-

ché du travail, a-t-il poursuivi. Pour sa part, la Déléguée nationale pour la protection et la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi a évoqué les mesures nationales prises en matière de protection de l'enfance ainsi que les mécanismes adoptés pour le signalement de toute atteinte aux droits de l'enfant, estimant que la protection de cette frange de la société "relève de la responsabilité de tout un chacun".

Intervenant à cette occasion, le Secrétaire général du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mourad Belhaddad, a abordé la politique du secteur en matière de prise en charge des jeunes demandeurs de formations, en leur permettant d'acquérir des qualifications professionnelles à travers les programmes de formation, tous modes confondus, notamment la formation résidentielle et par apprentissage en vue de leur insertion professionnelle.

ALGER 3400 affaires élucidées et 3799 suspects arrêtés en mai dernier

Les services de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Alger ont traité plus de 3400 affaires et arrêté 3799 suspects traduits devant les juridictions compétentes, a indiqué ce corps constitué dans un communiqué.

Les éléments de la police judiciaire, précise la même source, ont traité 3412 affaires ayant entraîné l'arrestation de 3799 mis en cause déferés devant les instances judiciaires compétentes, dont 1921 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 258 pour port d'armes prohibées et 1878 pour divers délits.

Parmi les affaires traitées, 274 affaires ont trait à des atteintes aux biens, 775 à des atteintes aux personnes, 20 à des délits et crimes contre la famille et d'atteintes aux bonnes mœurs, 464 affaires relatives aux biens publics, 07 affaires à caractère écono-

mique et financier et 11 affaires relatives à la cybercriminalité.

Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 248 affaires impliquant 258 individus présentés devant les instances judiciaires compétentes, dont 14 individus ont été placés sous mandat de dépôt.

En matière de lutte contre les stupéfiants, 1.861 affaires impliquant 1.921 personnes ont été traitées, avec la saisie de 11,161 kg de résine de cannabis, 24.627 comprimés psychotropes, 2,22 grammes de cocaïne, 2,34 grammes d'héroïne, 0,01 gramme d'opium et 28 flacons de produit psychotrope.

En ce qui concerne les activités de la police générale et de la réglementation, les forces de police ont mené, durant la même période, 9.842 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé

à l'exécution de 20 décisions de fermetures ordonnées par les autorités compétentes.

A propos de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 8.922 infractions au code de la route qui ont nécessité le retrait immédiat de 2.775 permis de conduire, et 61 accidents de la route ayant entraîné 58 blessés et 7 morts, dont la cause principale demeure le non respect du code de la route.

Lesdits services ont aussi mené 252 opérations de maintien de l'ordre.

Les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont également enregistré, à la même période, 52.647 appels sur le numéro vert 15-48 et le numéro de police secours 17, et 810 appels sur le numéro 104, qui restent à la disposition des citoyens pour signaler d'éventuelles atteintes à leur sécurité.

NAËMA Réalisation de plusieurs opérations pour améliorer le cadre de vie des populations des zones d'ombre

Plusieurs opérations de développement ont été concrétisées dans différents secteurs pour améliorer le cadre de vie des populations des zones d'ombre, notamment à Touadjer, Harchaïa et M'sif, localités enclavées relevant de la commune de Naama, a-t-on appris du chef de daïra, Hadj Kaddour Ahmed.

Huit opérations financées par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales ont été réalisées au titre de l'année en cours, à travers les localités de "Touadjer" et "Harchaïa" classées zones d'ombre.

Ces opérations ont porté,

entre autres, sur la rénovation du réseau d'éclairage public le long de la route reliant les habitations rurales et le centre du village Touadjer et l'aménagement et l'équipement de deux salles de soins, a-t-il indiqué.

Dans le cadre du même programme, le projet d'aménagement du chemin pastoral reliant la localité de Touadjer et de la zone "Haouch Moulay Rachi" 5 kilomètres, vise à désenclaver les populations nomades qui habitent ces zones pastorales, de même que l'installation de trois (3) transformateurs électriques au niveau de la loca-

lité de Harchaïa. En outre, quelque 900 lotissements d'habitat rural groupé ont été raccordés aux réseaux du gaz et de l'électricité, en plus de la réalisation d'un château d'eau et son raccordement au réseau de distribution d'eau potable, selon le même responsable.

Il a été procédé également au niveau des zones sus-indiquées, au renouvellement des lampes des candélabres et leur remplacement par des lampes LED, en plus de l'aménagement de trois (3) stades de proximité et leur revêtement en gazon artificiel, a-t-on fait savoir, signalant la dotation de zones d'un nou-

veau bus supplémentaire pour le transport scolaire et la maintenance et la réalisation d'une structure de soins à travers la route reliant la commune de Naama et la localité de M'sif. D'autres opérations et non des moindres ont été réalisées.

Elles concernent les travaux publics, l'urbanisme, l'extension des réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, dans le but de palier aux insuffisances en matière de développement liées à la vie quotidienne des citoyens de cette commune, comme l'a expliqué ce responsable.

APS

G7

Un plan d'action pour le climat pour limiter le réchauffement de la planète

Dans un effort pour limiter le réchauffement de la planète, les dirigeants des grandes puissances du G7 déclinent dimanche un plan d'action pour le climat, au dernier jour de leur sommet en Angleterre.

Au lendemain de l'annonce d'initiatives communes pour répondre aux grands défis mondiaux, comme la prévention des pandémies, le pays riche s'attelle à l'urgence climatique lors de leur rencontre à Carbis Bay (sud-ouest), la première en presque deux ans, marquant le retour des Etats-Unis au multilatéralisme.

Le temps presse, a prévenu le naturaliste star britannique David Attenborough, 95 ans.

"Les décisions que nous prenons durant cette décennie - en particulier les décisions des nations les plus avancées économiquement - sont parmi les plus importantes de l'histoire humaine".

L'enjeu est de taille pour le Royaume-Uni, qui souhaite jeter les bases d'un consensus quelques mois avant la grande conférence de l'ONU sur le climat (COP26) qu'il accueillera en novembre à Glasgow.

Le but est de limiter l'augmentation des températures en dessous de 1,5 C par rapport à l'ère préindustrielle, seuil au-delà duquel les scien-



tifiques estiment que le changement climatique deviendra incontrôlable.

Pour y parvenir, les dirigeants du G7 vont se prononcer pour une réduction d'environ de moitié de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, un objectif que certains pays entendent dépasser. Le charbon est dans leur viseur, surtout les centrales alimentées par cette énergie fossile, la plus polluante - sauf si des mesures de compensation environnementale sont en place, comme le captage de

CO2. Les aides publiques seront arrêtées dès cette année. Dans ce cadre, les dirigeants prévoient de signer un chèque allant jusqu'à 2 milliards de dollars pour accompagner la transition verte dans des pays défavorisés. "Protéger notre planète est la chose la plus importante que nous puissions faire pour nos peuples en tant que dirigeants.

Il y a une relation directe entre la réduction des émissions, la restauration de la nature, la création d'emplois et le garantie d'une crois-

sance économique à long terme", a déclaré le Premier ministre britannique Boris Johnson.

Les dirigeants de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni, du Canada, des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon vont aussi se pencher sur le volet climatique du vaste plan mondial d'infrastructures présenté samedi pour les pays défavorisés en Afrique, Asie ou Amérique latine, pour encourager la croissance verte et tenter de contrer Pékin sur son propre terrain.

Le G7 va également s'engager à accroître ses contributions en vue de l'objectif des pays développés de financer à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2025 les politiques climatiques des pays pauvres.

Parmi les autres mesures figurent aussi la volonté d'enrayer le recul de la biodiversité d'ici 2030, en protégeant au moins 30% des terres et des mers, tandis que Londres va lancer un fonds de 500 millions de livres (plus de 582 millions d'euros) pour la préservation des océans.

CHINE

Un accès d'urgence pour sauver 13 mineurs au Shanxi

Un accès d'urgence a été dégagé pour sauver 13 mineurs pris au piège dans une mine de fer dans la province chinoise du Shanxi (nord), ont annoncé, samedi, les autorités locales. L'accident s'est produit jeudi, lorsqu'un puits a été inondé dans une mine de fer dans le district de Daixian de la province.

Le poste de commandement des secours local a déclaré qu'une nouvelle ligne d'alimentation électrique avait été connectée pour permettre l'utilisation de pompes à haute puissance.

Trois autres pompes de ce type ont été envoyées dans le puits pour augmenter la vitesse de drainage.

L'identité des mineurs piégés a été confirmée, mais aucun n'a encore été retrouvé, selon le commandant de secours.

Au moins 12 morts dans l'explosion d'une conduite de gaz

Au moins 12 personnes ont péri et plus d'une centaine d'autres ont été blessées dimanche dans l'explosion d'une conduite de gaz dans un complexe résidentiel dans la province du Hubei, dans le centre de la Chine, ont annoncé les autorités locales.

Le bureau de gestion des catastrophes de la ville de Shiyuan, où s'est produite la déflagration vers 06H30 (22H30 GMT), a précisé dans un communiqué que les recherches se poursuivaient.

Des vidéos réalisées par des témoins ont montré plusieurs bâtiments en ruines et des secouristes en train d'évacuer des survivants sous le choc sur des civières.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion, selon le communiqué. Cette explosion est intervenue au lendemain de la mort de huit personnes à la suite d'une fuite d'un produit toxique dans une usine chimique de Guiyang, dans le sud-ouest.

INDE

Près de 11% du total des accidents de la route dans le monde

L'Inde compte près de 11% du total des accidents de la route dans le monde, a indiqué samedi le ministre indien de la Défense, Rajnath Singh.

"Les accidents de la route constituent une source de grande préoccupation aujourd'hui. C'est une grande surprise que notre pays a moins de 3% du nombre total de véhicules dans le monde, mais les accidents sont proches de 11%", a noté le ministre indien lors d'une réunion en visioconférence initiée par l'Organisation indienne des routes frontalières (BRO). "En Inde, environ 500.000 accidents sont recensés chaque année faisant plus 150.000 morts, ce n'est pas moins qu'une pandémie silencieuse", a-t-il déploré. M. Singh a, par ailleurs, mis en avant l'importance des mesures prises par le gouvernement, dont l'approbation de la Politique nationale de sécurité routière, l'introduction de la "Loi sur les véhicules à moteur 2020" et l'identification des points noirs sur les autoroutes nationales.

Affiliée au ministère de la Défense, la BRO s'assigne pour objectifs de développer et entretenir l'infrastructure routière opérationnelle de l'état-major général (GS) dans les zones frontalières et contribuer au développement socio-économique des Etats frontaliers. Elle est également chargée de la construction de routes, ponts, tunnels, chaussées, hélicopters et aéroports.

APS

ENVIRONNEMENT

Les Suisses rejettent l'interdiction des pesticides de synthèse

Les Suisses ont rejeté dimanche à 61% l'interdiction des pesticides de synthèse, selon les premières projections publiées par l'institut gfs.bern après la fermeture des bureaux de vote.

Les électeurs ont par ailleurs écarté à 61% une autre initiative populaire qui prévoyait que les subventions de la Confédération aux agriculteurs soient versées uniquement aux exploitations

qui n'utilisent pas de pesticides, bannissent l'utilisation préventive ou régulière d'antibiotiques et sont en mesure de nourrir leurs animaux avec le fourrage qu'elles produisent elles-mêmes.

Les Suisses se sont prononcés dimanche sur plusieurs sujets brûlants, comme l'interdiction des pesticides de synthèse mais aussi le renforcement de la lutte contre le terrorisme.

Ce sont surtout les deux initiatives populaires anti-pesticides qui ont occupé le devant de la scène, après une campagne électorale marquée par des débats houleux entre agriculteurs.

D'autant que le pays abrite un des plus grands fabricants de produits phytosanitaires, le groupe bâlois Syngenta, racheté en 2017 par le géant chinois ChemChina.

UNICEF - SOMALIE

La Somalie, l'UNICEF et l'OIT promettent davantage d'efforts pour éliminer le travail des enfants

La Somalie, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale du travail (OIT) se sont engagés samedi à intensifier leurs efforts pour mettre fin au travail des enfants dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, célébrée tous les ans le 13 juin, ils ont indiqué dans un communiqué conjoint qu'on ne pourra éliminer ce fléau que via une approche systématique collective avec une solide compréhension de

ses racines et un cadre juridique qui interdit aux enfants d'entrer tôt sur le marché du travail.

Le gouvernement somalien a fait des efforts pour éliminer le travail des enfants sur son sol, mais il y a encore un long chemin à parcourir pour changer complètement la situation.

Le ministre somalien du Travail et des Affaires sociales, Abdiwahab Ugas Khalif, a noté que de nombreuses familles étaient obligées d'envoyer leurs enfants travailler en raison des diffi-

cultés économiques et du manque d'emplois décents pour les chefs de famille.

"Plus préoccupant encore, les enfants recrutés par des milices ou des groupes sont contraints à des rôles dangereux qui mettent leur vie en danger, tels que soldats, cuisiniers ou personnels de ménage", a-t-il dit, appelant à une politique nationale bien développée visant à éliminer le travail des enfants.

L'UNICEF et l'OIT ont indiqué que même si différentes raisons peuvent expliquer le travail des enfants en

Somalie, le gouvernement de ce pays fait de gros efforts en partenariat étroit avec la communauté internationale pour identifier et éliminer ce phénomène.

Alexio Musindo, directeur de l'OIT pour l'Ethiopie, Djibouti, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et représentant spécial auprès de l'Union africaine, a indiqué que son organisation aidait la Somalie à évaluer le travail des enfants afin de mieux comprendre les rôles moteurs de cette situation dans le pays.

ETATS-UNIS

Un mort et neuf blessés dans une nouvelle fusillade à Chicago

Au moins 10 personnes ont été blessées, dont une mortellement, tôt samedi dans une fusillade dans le quartier de South Side, à Chicago, aux Etats-Unis, ont rapporté des médias. "Peu après 2

heures du matin, deux hommes se sont approchés d'un groupe de personnes et ont ouvert le feu", selon le Chicago Tribune qui cite la police.

"Une femme de 29 ans a reçu une balle

dans la jambe et l'abdomen et a été déclarée morte à l'hôpital", a indiqué la police.

"Neuf autres personnes blessées ont été emmenées dans des hôpitaux de la région", selon la même source.

LÉGISLATIVES

Les mesures anti-Covid réunies dans les bureaux de vote d'Oran (DSP)

Toutes les mesures visant le respect de l'application du protocole sanitaire anti-Covid sont réunies au niveau des bureaux de vote de la wilaya d'Oran, à l'occasion du déroulement des élections législatives samedi, a-t-on assuré à la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Le chargé de communication à cette direction, Youcef Boukharri, a souligné que les communes ont fourni des masques et moyens de désinfection alors que la direction de la santé et de la population a mobilisé des agents paramédicaux pour s'enquérir du respect du protocole sanitaire au niveau des 296 centres et 2.425 bureaux de vote ouverts samedi.

Le service d'hygiène à la DSP veille également sur le contrôle des repas fournis aux encadreurs du déroulement de l'opération électorale où 13 centres assurent la préparation des repas.

Toutefois, des journalistes de l'APS ont observé, au niveau de plusieurs centres de vote à travers la wilaya, un certain laxisme des électeurs concernant le respect des mesures sanitaires préventives, notamment en ce qui concerne le port du masque et la distanciation physique, contrairement aux encadreurs des bureaux et centres de vote qui appliquent scrupuleusement les différentes mesures préventives contre la pandémie.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX Interventions chirurgicales spécialisées en gynécologie-obstétrique à El-Oued

Pas moins de 25 interventions chirurgicales en gynécologie-obstétrique ont été effectuées cette semaine à El-Oued dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier spécialisé EHS- Mère-Enfant "Bachir-Bennacer" (El-Oued) et l'établissement public hospitalier "EPH-Bologhine Ben Ziri" (Alger), a indiqué dimanche la direction de la Santé et de la Population (DSP).

Ciblent des femmes issues de familles défavorisées présentant des maladies liées à la procréation, ces opérations ont été assurées, trois jours durant, par un staff médical spécialisé composé de cinq gynécologues obstétriciens et des anesthésistes-réanimateurs, en plus de paramédicaux, sous la supervision du Pr. Amel Debbih de l'EPH-Bologhine Ben Ziri", a indiqué Dr. Abdelkader Laouini, médecin-coordonateur à la DSP d'El-Oued.

L'initiative a été mise à profit pour organiser aussi des consultations médicales au profit de 116 femmes, dont 12 diagnostics par endoscopie, préalables à d'éventuelles interventions chirurgicales, a-t-il ajouté.

Le programme de cette action a prévu, en marge des interventions chirurgicales et des consultations, une session de formation sur la prise en charge médicale des cas de malades en gynécologie-obstétrique, au profit de praticiens généralistes et de sages-femmes de la maternité relevant de l'EHS-Bachir Bennacer, encadrée par cinq spécialistes.

L'EHS Mère-Enfant Bachir Bennacer a arrêté pour cette année un programme prévoyant l'organisation de plus de 30 actions de jumelage médico-chirurgicales.

BILAN CORONAVIRUS

318 nouveaux cas, 232 guérisons et 6 décès

Trois cent dix huit (318) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 232 guérisons et 6 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé dimanche le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 133.338, dont 318 nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.571 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 92.852 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont connu moins de



dix cas et 14 wilayas ont enregistré plus de dix cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout

citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

DON DE SANG

L'Algérie célèbre la Journée mondiale du donneur de sang

L'Algérie célébrera lundi la Journée mondiale des donneurs de sang, en partenariat avec la représentation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sous le slogan: "Donnez votre sang pour faire battre le cœur du monde", a annoncé dimanche l'Agence nationale du sang (ANS).

A cette occasion, plusieurs manifestations seront organisées à travers le territoire national pour la promotion du don de sang à travers, indique un communiqué de l'ANS, précisant que des journées de sensibilisation et des conférences de presse sont prévues durant toute la semaine, outre l'organisation de diverses collectes.

Sous le haut patronage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ces actions ont été initiées par l'ANS en partenariat avec la représentation de l'OMS en Algérie et en coordination, entre autres, avec les Directions de la Santé et de la Population à travers les structures de transfusion sanguine, la Fédération algérienne des donneurs de



sang, le mouvement associatif. Plusieurs participants seront impliqués de façon "étroite", dans cette initiative, à l'instar du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à travers le prêche du vendredi 18 juin, le lancement par la Direction générale de la sûreté nationale de la deuxième campagne nationale de collecte de sang du 14 au 16 juin au titre de l'année 2021, ainsi que la participation d'autres partenaires.

En outre, des cérémonies honorifiques seront organisées à travers le pays et

notamment le 14 juin au niveau du siège de l'ANS, au profit des différents partenaires et du mouvement associatif, dont la "mobilisation durant la crise sanitaire provoquée par le coronavirus (Covid-19), a permis de poursuivre les collectes, et leurs efforts consentis soulignent leur rôle crucial pour garantir un approvisionnement durable des services de soins", relève la même source.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, et en dépit des restrictions de mobilité et d'autres difficultés, les donneurs de sang

"ont continué à donner du sang et des produits sanguins au profit des patients nécessitant une transfusion", note l'ANS, ajoutant que la mobilisation des donneurs de sang et la coordination nationale avec les services de transfusion sanguine ont permis "d'assurer un approvisionnement en sang sûr et suffisant ainsi que l'accès au sang pour ceux qui en ont besoin".

Le slogan de l'OMS, retenu pour cette 18ème édition, "Donnez votre sang pour faire battre le cœur du monde", met en avant "la contribution essentielle des donneurs de sang qui permettent que le cœur du monde continue de battre en sauvant des vies et en améliorant l'état de santé des patients".

"Il relance l'appel mondial de sensibilisation au besoin universel de produits sanguins pour que davantage de personnes donnent leur sang régulièrement partout dans le monde pour répondre à la demande sans cesse croissante et contribuer ainsi à une meilleure santé", ajoute le communiqué.

MÉDICAMENTS

93 millions USD/an d'économies attendues grâce à la production locale (ministère)

Un montant de plus de 93 millions de dollars/an doit être économisé par l'Algérie, grâce au passage à la production locale de 37 produits pharmaceutiques, en plus de l'enregistrement de 16 bio-similaires et premiers génériques, selon un bilan établi par le ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Ce document fait état de la production locale, durant la période s'étendant du 1 janvier 2021 au 31 mai de la même année, de 37 nouveaux produits pharmaceutiques, autresfois importés, ce qui représente une économie attendue sur la facture d'importation de l'ordre de 16,34 millions de dollars, par année de consommation.

Cela en plus de l'enregistrement, au cours de la même période, de 16 bio-similaires et premiers génériques, ce qui permettra, selon le bilan du ministère, une baisse de la facture de l'importation des médicaments qui s'élèvera à 76,78 millions de dollars, pour une seule année de consommation.

Ce sont, ainsi, 93,12 millions de dollars que l'Algérie pourra économiser pour chaque année de consommation, ce qui a été rendu possible, à la faveur de "la priorisation de l'enregistrement des médicaments génériques et des produits bio-thérapeutiques similaires" engagée par le ministère de l'Industrie pharmaceutique

afin de pallier aux "situations monopolistiques", est-il précisé dans ce bilan. Le ministère prévoit, dans son document, une facture globale d'importation qui ne devrait pas dépasser 1,2 milliards d'euros, ce qui représentera une économie prévisionnelle de 800 millions d'euros sur l'ensemble de l'actuel exercice.

Le bilan du ministère recense, en outre, la délivrance de 18 agréments d'ouverture d'établissement de fabrication, en plus de 230 Certificats de produits pharmaceutiques et 284 autorisations de dédouanement (Covid-19), au cours des 5 premiers mois de 2021.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 3.797.342 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.797.342 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles dimanche.

Plus de 175.567.730 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de samedi, 11.133 nouveaux décès et 386.822 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui



ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.303 nouveaux morts, le Brésil (2.037) et la Colombie (577). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 599.672 décès pour 33.457.424 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les

Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 486.272 morts et 17.374.818 cas, l'Inde avec 370.384 morts (29.439.989 cas), le Mexique avec 230.095 morts (2.452.469 cas), et le Pérou avec 188.443 morts (2.001.059 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 572 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (310), la Bosnie (289), la République tchèque (282) et la Macédoine du Nord (263). L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient dimanche à 10H00 GMT 1.207.257 décès pour 34.913.801 cas, l'Europe 1.150.725 décès (53.572.511 cas), les Etats-Unis et le Canada 625.586 décès (34.858.430 cas), l'Asie 532.442 décès (38.269.485 cas), le Moyen-Orient 145.844 décès (8.874.388 cas), l'Afrique 134.384 décès (5.028.828 cas), et l'Océanie 1.104 décès (50.291 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ROYAUME-UNI

La propagation du variant Delta est "très préoccupante", avertit Johnson

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a averti samedi que la propagation au Royaume-Uni du variant Delta du coronavirus, apparu initialement en Inde, était "très préoccupante", faisant craindre un report de la levée des dernières restrictions anti-Covid. "Il est clair que le variant indien est plus transmissible et que les cas et les niveaux d'hospitalisation augmentent", a déclaré à Sky News le dirigeant, en marge du sommet du G7 en Cornouailles. "Maintenant, nous ne savons pas exactement dans quelle mesure cela va se traduire par une surmortalité", a-t-il tempéré, "mais il s'agit clairement d'une question très, très préoccupante". Environ 60% plus contagieux que le

variant Alpha apparu en Angleterre, le variant Delta est désormais dominant au Royaume-Uni, pays le plus meurtri d'Europe par la pandémie avec près de 128.000 morts. Après un long confinement hivernal et une campagne de vaccination menée tambour battant, le gouvernement a progressivement supprimé des restrictions.

La levée des dernières mesures (limite sur les rassemblements et mariages, service au bar, ouverture des discothèques...), initialement prévue le 21 juin, est menacée par la récente hausse des contaminations, qui dépassent désormais les 7.000 nouveaux cas par jour. Moins optimiste qu'au début du mois sur cette levée

totale au 21 juin, le Premier ministre a cependant affirmé qu'aucune décision n'avait été prise pour le moment, demandant d'attendre l'annonce officielle prévue lundi.

"Ce que nous voulons, c'est nous assurer que cette feuille de route est irréversible", a-t-il affirmé, "mais vous ne pouvez pas avoir une feuille de route irréversible si vous n'êtes pas prêt à être prudent". Ces déclarations interviennent alors que de nombreux scientifiques ont appelé à la prudence, face à la propagation du variant Delta. "Nous devons vraiment redoubler d'efforts et ne pas perdre tous les avantages obtenus grâce aux efforts considérables déployés jusqu'à présent", a martelé samedi matin sur la

BBC l'immunologiste Peter Openshaw. La presse britannique évoque pour l'instant un possible report de quatre semaines pour la levée totale des restrictions, ce qui inquiète certaines entreprises. "De nombreux pubs, restaurants et autres établissements sont à bout de souffle", a affirmé dans un communiqué Mark Littlewood, directeur du groupe de réflexion néolibéral Institute of Economic Affairs (IEA), jugeant qu'un report "pourrait porter le coup de grâce à un secteur qui comptait sur l'été pour récupérer ses pertes". Selon lui, un report entraînerait des pertes pour l'économie d'un milliard de livres (1,7 milliard d'euros) par semaine.

AFRIQUE DU SUD

Deux millions de vaccins Johnson & Johnson retirés

L'Afrique du Sud, qui vient d'entrer dans une troisième vague de pandémie de Covid-19, a annoncé dimanche retirer deux millions de vaccins Johnson & Johnson (J&J), en raison d'un problème de non conformité lors de sa fabrication aux Etats-Unis.

L'agence sud-africaine du médicament (Sahpra) a indiqué dans un communiqué avoir "pris la décision de ne pas distribuer les vaccins produits à partir de lots de composants médicamenteux non appropriés".

Les autorités américaines ont annoncé vendredi que "plusieurs lots", soit plusieurs millions de doses, fabriqués à Baltimore aux Etats-Unis et dont la production avait dû être

stoppée il y a plusieurs semaines, devront être jetés. Des tests avaient révélé que des composants du vaccin britannique AstraZeneca, fabriqué dans la même usine, avaient été mélangés par erreur à la formule de J&J. La ministre de la Santé sud-africaine, Mmamoloko Kubayi-Ngubane, qui a reconnu "un pas en arrière dans le programme de vaccination", avait précisé samedi que les lots concernés sont ceux actuellement stockés dans un laboratoire de haute technologie à Port Elizabeth (Su d). Le laboratoire sud-africain Aspen importe les composants du vaccin J&J sur ce site et les conditionne sur place. L'Afrique du Sud milite pour une suspension

temporaire des brevets sur les vaccins anti-Covid, pour permettre à chaque pays de produire des versions génériques à faible coût.

"Si nous voulons sauver des vies et en finir avec la pandémie, nous devons développer et diversifier la fabrication", a martelé samedi le président Cyril Ramaphosa au sommet du G7 en Angleterre.

L'Afrique du Sud compte sur la livraison de 31 millions de doses du vaccin J&J à dose unique, pour immuniser sa population de 59 millions. Le pays a réussi à obtenir 30 millions de doses de Pfizer, mais ce vaccin à deux injections nécessite d'être conservé à très basse température. Une nouvelle livraison de

300.000 vaccins J&J "approuvés" doit arriver mardi, ont affirmé les autorités sud-africaines. Le gouvernement avait déjà suspendu temporairement le vaccin en avril, après des cas de caillots sanguins aux Etats-Unis. En février, il avait aussi renoncé à 1,5 million de doses d'AstraZeneca, après des doutes sur son efficacité contre le variant local Beta.

En retard par rapport au reste du monde, l'Afrique du Sud n'a vacciné qu'un peu plus d'1% de sa population. Pays africain officiellement le plus touché, l'Afrique du Sud compte plus de 1,7 million de cas, dont près de 58.000 décès. Plus de 9,300 nouvelles infections ont été recensées ces dernières 24 heures.

BRÉSIL

Le président Bolsonaro condamné à 108 dollars d'amende pour non port du masque

Le président brésilien Jair Bolsonaro a été condamné samedi à une amende de cent huit dollars pour avoir participé sans masque ni mesures sanitaires à une manifestation de motards dans l'Etat de Sao Paulo. Des milliers de motards ont participé samedi au rassemblement "Accélérons pour le Christ" à Sao Paulo. Le président d'extrême droite a pris la tête du cortège avec un casque ouvert et sans masque, en violation de la réglementation de l'Etat. Les autorités de l'Etat de Sao Paulo ont indiqué qu'elles avaient infligé une amende de 552 reais (environ 108 dollars) à M. Bolsonaro, à son fils Eduardo, membre du Congrès, et au ministre des Infrastructures,

Tarcísio Gomes, pour ne pas avoir porté de masque et ne pas avoir respecté les mesures de distanciation sociale lors du rassemblement. M. Bolsonaro, qui a appelé à des rassemblements dans tout le Brésil en vue de l'élection présidentielle de l'année prochaine, n'a pas tenu compte des avertissements du gouverneur de Sao Paulo, Joao Doria, un rival politique, qui avait déclaré que le président serait condamné à une amende s'il ne respectait pas les lois de l'Etat. M. Bolsonaro s'est opposé à plusieurs reprises à M. Doria et à d'autres gouverneurs au sujet des mesures imposées pour lutter contre la pandémie du Covid-19, qui a fait près de 485.000 morts au Brésil. Le prési-

dent critique régulièrement les mesures de confinement et le port du masque, et fait la promotion de médicaments tels que la chloroquine, alors que des études montrent qu'ils sont inefficaces. S'adressant à une foule de partisans brandissant des drapeaux, M. Bolsonaro s'est à nouveau élevé contre le port du masque. Le président a estimé que les personnes vaccinées ne devraient pas avoir à porter le masque. "Il est impossible pour une personne vaccinée de transmettre le virus", a-t-il déclaré. Il n'y a pas de consensus scientifique sur la question de savoir si les personnes vaccinées peuvent être contagieuses.

MALADIES HÉRÉDITAIRES ÊTES-VOUS À RISQUE ?

Votre mère a des varices, votre père est diabétique... ne croyez pas que vous suivrez forcément le même chemin. Mais pour faire reculer certains risques héréditaires, il faut avoir les bons réflexes santé. On vous dit lesquels.

Vous avez un parent en surpoids : limitez les excès

Pas difficile de savoir si on est celle de la famille qui sera obligée de surveiller son poids toute sa vie : dès qu'on fait des excès alimentaires, on prend des kilos et on a du mal à les perdre !

Si l'un de vos parents est obèse, vous avez 40 % de risque de le devenir. Toutefois, ces statistiques ne tiennent pas compte des mesures préventives qui peuvent être prises au cours de la vie. De même, il est possible de lutter contre la tendance familiale à s'enrober un peu trop.

Mais attention, vouloir une taille de guêpe si on a tendance à être un peu grassouillette est une source inépuisable de déconvenue. En revanche, maintenir un poids moyen est tout à fait possible. A condition de ne pas tomber dans la folie des régimes restrictifs à répétition, qui finissent par installer des kilos dont on a de plus en plus de mal à se débarrasser. « Le seul régime qui marche à long terme, c'est une alimentation équilibrée, associée à une activité physique régulière », rappelle le Dr Jean de La Tullaye, nutritionniste en région parisienne.

Une consigne simple mais pas si évidente à observer, tant les habitudes familiales sont parfois imprimées profondément en nous. « Si vous appartenez à une famille où l'on marchait dans les bois après le repas dominical, vous continuerez sans doute à sortir le dimanche après-midi sans que cela vous coûte », poursuit ce spécialiste. Mais si passer l'après-midi devant la télévision vous paraît normal, il faut lutter contre cette mauvaise habitude.

Côté repas, c'est pareil. Manger de tout, mais pas trop gras, en favorisant les fruits, les légumes et les féculents qui calent, pour ne pas avoir envie de produits sucrés entre les repas, ce sont des habitudes que l'on prend de bonne heure. Ou qu'il faut adopter. Shmou, gare au blues qui suit les prises de poids.

Cancers : pensez tôt au dépistage

Entre 5 et 10 % des cancers sont liés à une prédisposition génétique héréditaire. Une nouvelle touffure difficile à entendre, qui doit conduire à pratiquer des examens de dépistage particuliers.

Quand plusieurs membres d'une même famille développent un cancer, il est logique de se demander s'il n'existe pas un lien entre ces maladies. C'est d'ailleurs en étudiant de telles familles que les scientifiques ont pu mettre en évidence de gènes de prédisposition. Ils en ont identifié, pour l'instant, dans trois cancers : cancer du sein, cancer de l'ovaire et cancer du colon. Et en suspectant dans d'autres, notamment dans certains cancers

du poulmon. Depuis dix ans, on sait qu'avoir dans son patrimoine génétique des gènes BRCA1 et BRCA2 anormaux augmente nettement le risque d'avoir un cancer du sein ou de l'ovaire. Ces cancers familiaux sont souvent différents de ceux qui surviennent dans la population générale : ils se manifestent plus tôt, sont composés de cellules tumorales plus prolifératives... Des caractéristiques qui aident à les reconnaître.

Il existe aujourd'hui une vingtaine de consultations spécialisées en oncogénétique. C'est là qu'on peut savoir si une anomalie commune explique ou non les cas survenus dans la famille et si on est soi-même porteuse de l'anomalie. Mais ces recherches (analyse de la tumeur chez les malades, prise de sang chez les personnes saines) ne sont entreprises que s'il existe un vrai risque d'histoire familiale. Une mère qui a eu un cancer du sein, cela ne suffit pas. Les femmes porteuses des gènes anormaux peuvent être aidées sur le plan psychologique et font l'objet d'une surveillance particulière : palpation régulière des seins par un spécialiste, mammographies avant 40 ans, etc. Même précaution de surveillance, mais cette fois par coloscopie, pour les personnes qui appartiennent à des familles où existe une prédisposition pour le cancer colorectal. Un facteur génétique est en cause dans 3 % de ces cancers.

Votre maman a des varices : consultez dès 20 ans

L'hérédité joue un rôle important dans l'apparition des troubles veineux puisque si l'un de vos parents a des varices, vous risquez d'en souffrir aussi dans 60 % des cas. Mais seulement si vous ne faites rien...

En cas d'antécédents familiaux, les varices sont plus fréquentes et elles surviennent plus tôt. Un cadeau dont on se passerait bien car il ne pose pas que des problèmes esthétiques. La stagnation du sang dans les veines des jambes peut en effet favoriser la formation de caillot (phlébite) ou perturber l'oxygénation de la peau et alors provoquer des ulcères.

Pour ne pas en arriver là, il est nécessaire de prendre soin de ses jambes tout au long de sa vie. « Nous savons que notre environnement peut aussi favoriser la maladie veineuse, car les ethnies sans varices en développent lorsqu'elles migrent dans un pays développé », explique le Dr Nicole Casabon, angiologue à Paris.

Quels sont les facteurs de risque connus ?

La prise de poids qui entraîne une augmentation de la pression dans les



veines. La sédentarité qui limite la circulation du sang. La chaleur qui dilate les vaisseaux. La prévention consiste donc à pratiquer une activité physique régulière, à choisir parmi celles qui ne provoquent pas d'à-coups : plutôt la natation, la marche ou le vélo que le jogging ou le tennis. Sans oublier de contrôler votre poids.

Il est aussi conseillé de consulter un médecin dès le début de votre vie adulte, pour connaître votre état veineux. En cas de doute, le médecin vous adressera à un angiologue pour pratiquer un écho-doppler qui peut déjà montrer un reflux sur les veines superficielles et donc la nécessité d'une surveillance. Enfin, traiter les premières varices permet d'éviter l'extension de la maladie.

Des maladies cardio-vasculaires : surveillez votre tension

Si, dans votre famille, on a tendance à faire des infarctus ou des accidents vasculaires cérébraux de bonne heure, il existe une fragilité vasculaire. Vous devez absolument en tenir compte dans votre façon de vivre.

Des artères qui perdent leur souplesse, des graisses qui s'accumulent le long des vaisseaux, c'est une nature dont on hérite parfois. Et si ce manifeste par la survenue d'accidents vasculaires précoces. Méfiance, donc, si votre père a eu un infarctus avant 50 ans ou si un membre de votre famille a souffert d'un accident cérébral avant 70

ans. Protégées par leurs hormones, les femmes sont en principe épargnées jusqu'à la ménopause. Mais une vie très sédentaire doit rendre vigilante vis-à-vis des autres facteurs de risque : montée de la tension artérielle qui fatigue le cœur, excès de cholestérol et de triglycérides qui bouche les artères, tabac qui participe aussi à l'encrassement des vaisseaux.

Que faire ?

Premier geste à faire : surveiller votre tension. « Entre 25 et 44 ans, seuls 5 % des gens connaissent leurs chiffres tensionnels », souligne le Pr Gérard, du Comité de lutte contre l'hypertension. Or la tension ne prévient pas quand elle monte ! Pourtant, la maintenir en dessous de 14/9 est indispensable. Un résultat obtenu en modifiant ses habitudes et, si cela ne suffit pas, en prenant des médicaments. Enrichir son alimentation en fruits, légumes et laitages allégés fait ainsi baisser la tension de 8 à 14 cmHg. Et permet aussi d'agir sur le cholestérol en excès. A condition là encore de le savoir.

Si vous prenez la pilule ou si vous avez plus de 50 ans, une analyse de sang est utile une fois par an. Mais surtout, faites du sport. Une nouvelle étude réalisée chez plus de 1200 infirmières de Grande-Bretagne montre que le taux de mortalité par maladies cardio-vasculaires est plus faible parmi celles qui font trois heures et demi par

semaine d'exercices soutenus : de la marche rapide, de la course, de la natation...

Vous avez un père diabétique : bougez-vous tous les jours

Si le diabète qui apparaît dans l'enfance ne peut être prévenu, il n'en est pas de même pour celui qui apparaît à la cinquantaine. Pour ce type de diabète, la prévention avère très efficace.

L'observation de certaines populations a beaucoup fait progresser la connaissance des facteurs de risque du diabète de type 2, celui qui apparaît à l'âge adulte. Alors que cette maladie était inconnue chez les Indiens Pima d'Amérique dans les années 1950, elle touche aujourd'hui 50 % d'entre eux. Et la même "épidémie" s'observe dans certains pays d'Afrique noire depuis que la population s'est sédentarisée.

Bouger est donc indispensable. « Pratiquer une activité d'endurance une demi-heure, trois fois par semaine et rester mince, cela suffit à éviter l'apparition du diabète chez les personnes prédisposées », explique le Dr Agnès Hurrier, diabétologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris). Des études ont même montré que cette hygiène de vie était efficace au début de la maladie, c'est-à-dire quand la glycémie commence à monter. D'après cette étude, deux ans de gymnastique (dans un club ou avec un coach) et une ré-équilibrage alimentaire font aussi bien que les médicaments.

Bientôt un médicament à base de bactéries synthétiques ?

Des scientifiques ont utilisé des bactéries synthétiques comme traitement pour soigner la phénylcétonurie, une maladie héréditaire rare. Les résultats sont engageants et ouvrent la voie à la biologie synthétique pour soigner d'autres maladies. Fabriquer des microbes et les introduire dans notre corps pour nous guérir de l'intérieur ? L'hypothèse n'est plus un projet farfelu. La société SynGene a récemment publié les résultats de ses tests pour traiter la maladie rare de la phénylcétonurie. Les bactéries, créées par le laboratoire et testées dans le cadre d'un essai clinique, s'avèrent être prometteuses dans le traitement de cette affection.

L'HYPOTHÈSE DU MICROBIOME Pour comprendre la démarche des chercheurs en biologie synthétique pour tenter de soigner la phénylcétonurie, il faut comprendre ce qu'est le microbiome. Il s'agit de l'environnement dans lequel vit l'ensemble des nombreux organismes se trouvant à l'intérieur du corps humain, appelé microbiote. Les scientifiques ont découvert que, parmi ces microbes, certains contribuent à nous protéger des maladies. Après ces découvertes, les biologistes synthétiques se sont rapidement demandés si, dans ce cas, il était possible de créer des bactéries modifiées, qui agiraient à l'intérieur du corps. Et c'est ce qu'ils ont testé durant cette étude.

OBJECTIF : RÉDUIRE LA PHÉNYLALANINE La phénylcétonurie (PCU) est une maladie héréditaire rare. Les personnes atteintes doivent éviter les protéines contenues dans la viande ou encore le fromage, car leur corps est incapable de dégrader un acide aminé appelé phénylalanine. Quand ce dernier s'accumule dans le sang, il endommage des neurones du cerveau, provoquant déficience intellectuelle et troubles psychiatriques. Des médicaments sont disponibles pour réduire les niveaux de phénylalanine, mais ils ne fonctionnent pas sur tous les patients et provoquent des effets secondaires. Le traitement traditionnel de la PCU consiste dans un régime strict, faible en protéines et complémenté.

CRÉATION D'UNE BACTÉRIE SYNTHÉTIQUE Pour ce faire, ils ont sélectionné une souche inoffensive de la bactérie E.Coli, présente le système digestif de la plupart des personnes. À cette bactérie, ils ont ajouté deux nouveaux gènes. L'un, qui lui permet d'aspire la phénylalanine "autour" d'elle. L'autre, qui décompose la phénylalanine en fragments, éliminés par la suite par les reins.

Les chercheurs ont dans un premier temps travaillé avec des souris génétiquement modifiées pour qu'elles présentent la mutation responsable de la PCU. Lorsque ces souris malades ont été traitées par ces nouvelles bactéries synthétiques, la phénylalanine dans leur sang a chuté de 30 % comparativement aux souris n'ayant pas reçu la bactérie.

ÉPILEPSIE

LES SYMPTÔMES, LE DIAGNOSTIC ET LES TRAITEMENTS

L'épilepsie atteint environ 600 000 Français, dont 50 % de jeunes. On fait le point sur cette maladie neurologique cérébrale avec une neurologue.

L'épilepsie n'est pas une maladie rare : en France, environ 600 000 personnes sont atteintes par cette maladie neurologique cérébrale, dont environ 50 % de jeunes âgés de moins de 20 ans.

Épilepsie : de quoi s'agit-il exactement ?

Premier truc à savoir : il n'existe pas une épilepsie, mais plusieurs. Le mot "épilepsie" désigne en effet un groupe de maladies qui ont un point commun principal : elles se caractérisent par des crises résultant d'une activité électrique anormale au niveau du cerveau — on peut comparer ce phénomène à un "coup de tonnerre" à l'échelle cérébrale. D'ailleurs, en grec, le mot "epilambanien" (qui a donné "épilepsie") signifie "saisir ou attaquer par surprise". Les experts estiment ainsi que, dans la grande famille de l'épilepsie, il y a environ 50 "syndromes épileptiques" qui varient en fonction de l'âge du patient, de leurs causes et de leurs symptômes.

Épilepsie : qui ça concerne ? "L'épilepsie est une maladie qui peut survenir à tous les âges de la vie" explique le Dr. Nathalie De Grissac Moriez, neurologue. Cette pathologie neurologique cérébrale est toutefois plus fréquente chez les enfants et chez les personnes âgées.

Quelles sont les causes de l'épilepsie ?

Si, dans certains cas, il est impossible d'identifier l'origine de la maladie épileptique, certaines causes ont été identifiées par la Science : Les lésions cérébrales acquises : il est ainsi possible de développer une épilepsie après un traumatisme crânien ou un accident vasculaire cérébral (AVC). Une anomalie de développement : une malformation du fœtus durant la grossesse peut ainsi aboutir à une épilepsie chez l'enfant.

Un terrain génétique : comme la migraine ou l'asthme, l'épilepsie peut avoir une composante génétique qui se transmet de façon héréditaire. Une maladie immunologique, métabolique ou encore infectieuse : une encéphalite (d'origine virale, par exemple) peut être à l'origine d'une épilepsie.

Épilepsie : quels sont les symptômes ?

On l'a dit : la maladie épileptique se caractérise par des crises, qui surviennent en raison d'une activité électrique anormale au niveau de certaines portions



de neurones du cerveau. Du côté des symptômes, on distingue donc les symptômes des crises épileptiques mais aussi les comorbidités, c'est-à-dire les symptômes de la maladie qui se manifestent en-dehors des crises. Au-delà du "cliché" de la crise d'épilepsie (avec les convulsions etc.), une crise épileptique peut se traduire par des symptômes quasi-invisibles : Une "absence". En langage médical, on parle de "rupture de contact". Cette "absence" du patient peut durer de quelques secondes à quelques minutes. Des tremblements. Des mouvements involontaires : "Il peut être question de machonnements, de claquements de doigts...", souligne le Dr. De Grissac Moriez. Des hallucinations auditives et/ou visuelles. Une rigidité musculaire anormale. De la confusion...

À savoir, "L'épilepsie se définit par la répétition de crises spontanées, c'est-à-dire sans cause réellement identifiée", explique le Dr. De Grissac Moriez. Faire une crise d'épilepsie au cours de sa vie, avec une cause identifiable (le stress, une émotion forte...) ce n'est pas de l'épilepsie : on estime d'ailleurs que 10 % de la population mondiale sera un jour concernée. "Le fait que la crise d'épilepsie soit spontanée rend la maladie épileptique particulièrement difficile à vivre : les patients ont souvent la sensation d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête, ajoute la neurologue. Les crises peuvent survenir durant la nuit : elles durent généralement moins de 3 minutes".

Du côté des comorbidités, ces symptômes de la maladie qui sont aussi présents en-dehors des

crises, on peut citer : Une anxiété pathologique. Des troubles dépressifs. Une perte de fluidité dans le fonctionnement intellectuel : "ça ne signifie absolument pas que les épileptiques sont moins intelligents que la moyenne, mais qu'ils ont besoin de davantage de temps pour raisonner" précise la spécialiste. Éventuellement une atteinte au niveau de la mémoire et/ou du langage. "Les comorbidités de la maladie épileptique sont parfois plus handicapantes que les crises elles-mêmes, note la neurologue. Par ailleurs, on sait aujourd'hui que ces comorbidités ne se développent pas en réaction à la maladie : elles en constituent des symptômes à part entière."

ÉPILEPSIE : COMMENT SE FAIT LE DIAGNOSTIC ?

L'examen de référence pour diagnostiquer la maladie épileptique, c'est l'électroencéphalogramme (EEG) : il est réalisé par le médecin neurologue. "L'EEG n'est toutefois pas suffisant : d'ailleurs, en cas d'épilepsie, il est parfois normal", souligne le Dr. De Grissac Moriez. En parallèle, l'interrogatoire du patient et du/des témoins/des crises est "précieux". "La tomographie par émission de positrons (TEP-scan ou PET-scan), l'analyse génétique ainsi que l'IRM cérébrale permettent d'affiner le diagnostic en déterminant de quel type d'épilepsie il est question" ajoute la spécialiste.

La France accuse toutefois un important retard au niveau du diagnostic de la maladie épileptique : selon l'association Épilepsie France, moins de 10 % des patients épileptiques bénéficient d'un suivi par un neurologue : il n'y a d'ailleurs que

2500 neurologues en activité en France.

Quels traitements pour les patients épileptiques ?

Traitement. Dans la majorité des cas, le traitement de l'épilepsie est médicamenteux. "Dans environ 70 % des cas, les médicaments parviennent à équilibrer la maladie, c'est-à-dire à contrôler la survenue des crises" remarque la neurologue. Il existe de nombreux médicaments anti-épileptiques : "le choix se fait en fonction de l'âge du patient, du type d'épilepsie, de la tolérance vis-à-vis des effets secondaires..."

À savoir, "Chez l'enfant, le traitement n'est pas toujours nécessaire car la maladie peut disparaître avec l'âge" précise le Dr. De Grissac Moriez. Ainsi, l'épilepsie-absence est une des formes les plus fréquentes de la maladie chez l'enfant : elle apparaît vers 5-7 ans et son évolution est généralement bénigne puisqu'elle disparaît souvent vers l'adolescence.

En cas d'épilepsie pharmacorésistante (c'est-à-dire : qui résiste aux médicaments anti-épileptiques), la chirurgie est une possibilité : "il s'agit de retirer la région cérébrale qui est à l'origine des décharges électriques", explique la neurologue. C'est une solution qui concerne une petite minorité de patients et qui représente une véritable opportunité."

Épilepsie : comment vit-on avec cette maladie neurologique ?

"Il reste beaucoup de préjugés négatifs au sujet de l'épilepsie et les patients épileptiques sont régulièrement confrontés au regard des autres, regrette le Dr. De Grissac Moriez. Des études scandinaves ont ainsi montré que les épileptiques étaient plus à risque d'isolement social et professionnel".

Pourtant, dans la majorité des cas (60 % à 70 %), grâce aux médicaments, l'épilepsie peut être contrôlée et les patients peuvent mener une vie quasi-normale : aller à l'école, travailler, conduire, voir des amis... "Un suivi psychologique est vraiment essentiel pour lutter contre le décrochage scolaire, la honte ou même le risque suicidaire."

"Pour les enfants atteints d'épilepsie, il existe des établissements spécialisés comme l'ITEP Toul Ar Choat (Finistère) : les enfants (de 6 ans à 20 ans) sont pris en charge de façon globale par une équipe de 65 professionnels, ils apprennent à accepter la maladie, à repérer leurs forces et à bâtir leur estime de soi malgré la pathologie."

TCHAD

Le parti du défunt Déby temporise avant de lui désigner un successeur

Le parti du défunt président tchadien Idriss Déby Itno, qui devait tenter de lui désigner un successeur à la tête du mouvement, a accouché samedi d'une solution d'attente et de compromis entre partisans et adversaires de son fils autoproclamé chef de l'Etat.

Ce "congrès extraordinaire" du Mouvement Patriotique du Salut (MPS), au pouvoir depuis le coup d'Etat de M. Déby en 1990, avait été convoqué par sa secrétaire générale adjointe avant d'être annulé par le secrétaire général, fidèle du défunt mais contesté.

Puis, selon le porte-parole du parti Jean Bernard Padaré, le congrès avait été maintenu sur la volonté du général Mahamat Idriss Déby, le président du Tchad autoproclamé le 20 avril à la tête d'une junte militaire après l'annonce de la mort de son père, tué au combat contre des rebelles selon N'Djamena.

Au terme de longues heures de débats à N'Djamena samedi, le MPS a désigné un nouveau secrétaire général, le président de l'Assemblée nationale Haroun Kabadi, a indiqué l'agence AFP.

La désignation de cet homme de 72 ans, fidèle de la première heure du Maréchal Déby, a surpris.

Certains anticipaient certes le remplacement du secrétaire général Mahamat Zene Bada mais surtout la désignation d'un nouveau président, titre de feu M.

Déby qui venait d'être proclamé réélu chef de l'Etat pour un sixième mandat, sous la bannière du MPS au moment de sa mort il y a un mois et demi.

Des politologues s'attendaient à la désignation d'Abdelkerim Idriss Déby, le très influent demi-frère de Mahamat.

La désignation d'un président du MPS ferait de ce dernier le candidat naturel du parti à l'élection présidentielle que les militaires ont promise, avec des législatives, au terme d'une transition de 18 mois.

"Kabadi est l'homme du compromis entre la jeune génération et la vieille garde" hostile aux frères Déby, "pour éviter une déchirure au sein du parti", commente un membre du bureau exécutif, cité par l'agence AFP.

La désignation d'un président du parti et futur candidat viendra plus tard, selon des responsables du MPS.

Mahamat Déby, 37 ans, s'était autoproclamé président de la République le 20 avril à la tête du CMT composé de 15 généraux, avait aussitôt abrogé la Constitution et dissous Parlement et gouvernement, avant d'en nommer un autre lui-même, tout en promettant des élections "libres et transparentes" après une transition de 18 mois renouvelable une fois.

La communauté internationale n'a vu pas protesté contre ce coup de force ni imposé de sanctions au Tchad, dont la puissante armée est considérée comme un des piliers de la guerre contre les terroristes au Sahel.

Cependant elle a réclamé que la période de transition soit limitée à 18 mois et que les membres du CMT ne se présentent pas aux élections.

APS

LIBYE - TURQUIE

La Libye et la Turquie discutent de coopération sécuritaire

Le président du Conseil présidentiel libyen Mohamed Menfi a reçu samedi une délégation ministérielle turque et discuté avec elle de coopération sécuritaire bilatérale.

La visite de cette délégation, composée entre autres des ministres des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu, de l'Intérieur Süleyman Soyulu et de la Défense Hulusi Akar, fait suite à une série de visites réciproques cette année, notamment celle de M. Menfi en mars dernier en Turquie, a rappelé le Conseil présidentiel dans un communiqué. Au cours de la réunion, Mohamed Menfi a souligné la profondeur des relations historiques entre les deux pays et mis l'accent sur l'importance de renforcer la coopération et à développer les relations bilatérales, y est-il indiqué. La délégation turque a souligné la continuation de la coopération sur la formation des institutions de sécurité et de police, le déminage et la lutte contre l'im-



migration illégale et le crime organisé, d'après le communiqué. La réunion a également permis d'aborder la conférence de Berlin sur la Libye prévue

le 23 juin, le soutien au processus politique libyen et l'union des efforts régionaux pour un consensus international soutenant la stabilité, la sécurité

et l'unité du pays nord-africain. La délégation turque s'est également entretenue avec le Premier ministre libyen Abdel Hamid Dbeibah.

VIOLENCES AU BURKINA-FASO

Manifestation pour dénoncer "l'inaction" des autorités

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Dori, dans le nord du Burkina Faso, pour dénoncer "l'inaction" des autorités, après le massacre d'au moins 132 personnes dans le village de Solhan, ont rapporté des médias.

Les manifestants, réunis à Dori, chef-lieu de la région du Sahel, ont scandé "Sécurité pour le Sahel et le Burkina Faso", en brandissant des pancartes où l'on pouvait lire : "Non au deuil sans fin", "Non à l'inaction du gouvernement", "Plus

jamais de Solhan" ou encore "Sécurisez nos populations comme vous sécurisez vos mines".

Dans la nuit du 4 au 5 juin, au moins 132 personnes, selon le gouvernement et 160 selon des sources locales, ont été tuées dans l'attaque du village de Solhan, près de la frontière avec le Mali et le Niger.

Cette attaque est la plus meurtrière depuis le début des attaques terroristes au Burkina Faso, il y a six ans, qui a fait

plus de 1.400 morts et contraint un million de personnes à fuir leur foyer.

Les manifestants se sont rendus devant les bureaux du gouverneur, où ils ont remis un document demandant une série de mesures urgentes pour la sécurité des habitants et des axes routiers, a expliqué Yaya Dicko, un des organisateurs.

Le Burkina Faso, pays sahélien pauvre, est confronté depuis 2015 à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières de groupes terroristes.

CÔTE D'IVOIRE

3 soldats tués et 4 autres blessés dans une attaque contre une patrouille militaire

Une patrouille militaire de l'armée ivoirienne a été attaquée samedi soir dans le nord-est du pays, faisant trois morts et quatre blessés parmi les soldats, a annoncé dimanche l'état-major général des armées dans un communiqué.

"Le samedi 12 juin 2021 aux environs de 19h, une patrouille de reconnaissance des Forces Armées de Côte d'Ivoire a été l'objet d'une attaque complexe sur l'axe Téhini-Togolokaye,

localité frontalière du Burkina Faso.

Il s'agit d'une embuscade avec usage d'engin explosif improvisé au contact duquel un des véhicules a sauté", indique le communiqué signé du chef d'état-major général des armées, le général Lassina Doumbia.

La riposte du détachement a permis de sécuriser la zone et de porter secours aux blessés, a assuré le patron de l'ar-

mée, faisant état d'un bilan de trois soldats tués et quatre autres blessés.

Les positions des forces armées ivoiriennes font l'objet d'attaques régulières attribuées à de présumés terroristes.

Lundi soir, des inconnus armés ont mené une attaque dans la localité de Tougbo (département de Téhini), tuant un militaire ivoirien.

Le mercredi 19 mai, deux

postes douaniers situés sur l'axe Nassian-Ferkessedougou (nord-est) ont fait l'objet d'attaques. Fin mars, quatre militaires ivoiriens ont été tués suite à deux attaques contre des positions de l'armée à Kafolo et Tehini, près de la frontière avec le Burkina Faso.

En juin 2020, la localité de Kafolo avait subi une première attaque d'une position de l'armée, faisant une douzaine de morts parmi les soldats.

BARRAGE SUR LE NIL

L'Egypte rejette les mesures unilatérales de l'Ethiopie

Le ministère égyptien des Affaires étrangères a annoncé samedi que l'Egypte avait transmis une lettre au Conseil de sécurité de l'ONU pour réaffirmer son "rejet total" des mesures unilatérales de l'Ethiopie concernant le remplissage du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne.

Selon un communiqué du ministère, la lettre envoyée vendredi accuse l'Ethiopie d'avoir entravé les efforts pour parvenir à un accord tripartite sur les règles de remplissage et d'exploitation du barrage et de tenter d'imposer "un fait accompli" aux deux pays en aval, l'Egypte et le Soudan, "par le biais de mesures unilatérales et d'étapes qui constituent une violation flagrante des règles du droit international".

L'Ethiopie prévoit de procéder au deuxième remplissage du barrage en juillet, tandis que l'Egypte et le Soudan

craignent que cette décision n'affecte leur part des ressources en eau du Nil.

La semaine dernière, le ministre égyptien de la Main-d'œuvre, Mohamed Saafan, a déclaré lors d'une conférence virtuelle de l'Organisation internationale du travail que le remplissage unilatéral du barrage par l'Ethiopie sans accord préalable nuirait considérablement au secteur agricole dans les deux pays en aval. Des négociations qui ont duré une décennie n'ont pas permis de parvenir à un accord réglementant le remplissage et l'exploitation du barrage, notamment celles organisées précédemment par les Etats-Unis et récemment par l'Union africaine. L'Egypte et le Sou-



dan cherche actuellement à former un quatuor international comprenant l'Union africaine, les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations unies pour arbitrer dans les pourparlers tripartites sur le barrage, mais la proposition a été rejetée par l'Ethiopie.

GRANDE-BRETAGNE

Des manifestants appellent le G7 à cesser de soutenir l'entité sioniste

Une manifestation a été organisée samedi dans la capitale britannique, Londres, appelant les dirigeants des pays du "Groupe des Sept" à couper leur soutien politique et militaire à l'entité sioniste, rapporte dimanche, l'agence palestinienne de presse, Wafa.

De nombreux manifestants se sont rassemblés devant le bâtiment du Premier ministre britannique à Londres, scandant "Libérez la Palestine", et "Mettez fin à l'occupation", ajoute Wafa.

Cette manifestation coïncidait avec le début du sommet du G7 vendredi à Cornwall, dans le sud-ouest de l'Angleterre, qui se poursuivra jusqu'à ce dimanche.

Selon l'agence de presse, les manifestants ont brandi les drapeaux turc et palestinien, et également les photos d'enfants tués par l'entité sioniste à Gaza, lors de la récente agression contre l'enclave palestinienne, ayant fait près de 300 morts, dont 66 enfants. Les manifestants ont critiqué les pays arabes qui ont normalisé leurs relations avec l'entité sioniste, selon la même source.

S'adressant aux manifestants, le chef de la mission palestinienne en Grande-Bretagne, l'ambassadeur Hussam Zomlot, a appelé, entre autres, à soutenir le droit au retour



des réfugiés palestiniens. De son côté, l'ancien chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a déclaré que "nos revendications sont très claires", à savoir la fin de l'occupation de la Cisjordanie occupée, le retrait de tous les colons, la fin de la politique de colonisation, et le siège de Gaza. Dans un rapport mensuel sur les

violations de l'occupation, l'agence Wafa a fait état de 3.569 blessés dont 560 enfants. Parmi les 297 morts, 258 ont été tués lors de la récente agression contre Gaza, 36 en Cisjordanie et à Al-Qods occupés, deux dans les territoires de 1948, et un libanais à la frontière libano-palestiniennne.

SYRIE

18 morts dans des tirs d'artillerie à Afrine

Au moins 18 personnes ont été tuées, samedi, en Syrie dans des tirs d'artillerie de terroristes sur la ville d'Afrine, où un hôpital a été touché de plein fouet, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de

l'Homme (OSDH). "Un médecin, trois employés du personnel hospitalier, deux femmes et deux enfants au moins, mais aussi un terroriste, figurent parmi les victimes des bombardements ayant touché l'hô-

pital al-Chifaa", a précisé l'ONG, citée par des médias.

Un nouveau bilan de l'Observatoire en soirée fait état de 18 morts et 23 blessés, après un bilan initial de 16 morts. Jeudi, dans le

nord-ouest de la Syrie, au moins 12 terroristes ont été tués selon l'OSDH dans des bombardements de l'armée syrienne sur la région d'Idleb, dernier grand bastion de terroristes dans le pays.

IRAK

Opération militaire contre Daech dans la province de Diyala

Les forces de sécurité irakiennes ont lancé samedi une opération pour chasser les éléments du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) des zones rurales de la province de Diyala, dans l'est du pays, a annoncé l'armée irakienne. Une force conjointe composée d'unités de l'armée irakienne, de la police et des brigades paramilitaires Hachd al-Chaabî a pénétré dans une zone agricole dans le sud de Baquba, la capitale provinciale de Diyala, à environ 65 km au nord-est de la capitale Baghdad, pour chas-

ser les éléments de Daech, Nihad al-Mahdawi, le porte-parole du commandement de la police de Diyala, cité par l'agence Chine nouvelle.

Parallèlement, Tahseen al-Khafaji, porte-parole du commandement des opérations conjointes irakiennes, a indiqué à l'agence de presse officielle irakienne que les forces irakiennes "travaillaient depuis un certain temps (...) dans les zones frontalières avec la Syrie en installant des tours et des caméras thermiques pour la surveillance, afin d'empêcher les militants extrémistes de s'infiltrer

depuis la Syrie voisine". Les militants de Daech sont toujours actifs dans le vaste désert d'Anbar qui s'étend jusqu'aux frontières avec la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite, où les restes de Daech se sont infiltrés en Irak depuis l'autre côté de la frontière pour tenter de se regrouper à nouveau dans le pays.

La situation sécuritaire en Irak s'est considérablement améliorée après que les forces de sécurité irakiennes ont complètement vaincu les membres extrémistes de Daech dans tout le pays à la fin de 2017.

PRÉSIDENTIELLE AU PÉROU

Fujimori dénonce des "fraudes" dans le décompte des voix

La candidate de la droite populiste Keiko Fujimori, donnée battue lors de la présidentielle de dimanche au Pérou, a réitéré samedi ses accusations de fraudes alors que le décompte des voix se poursuit donnant au dirigeant de la gauche radicale Pedro Castillo une avance de quelque 51.000 voix.

"Il y a des fraudes" dans le décompte des bulletins et des "faits graves dans cette étape ultime", a déclaré la candidate à la presse étrangère alors que s'amenuisent ses chances

de remporter le scrutin face à Pedro Castillo.

"Je vais reconnaître les résultats mais il faut attendre la fin" du décompte, a assuré Mme Fujimori dénonçant des irrégularités qui ont, selon elle, "favorisé" son adversaire, un enseignant et syndicaliste de 51 ans.

"Ici, il n'y a toujours pas de vainqueur ni de perdant", a encore déclaré Mme Fujimori, dénonçant l'ingérence dans l'élection au Pérou de "la gauche internationale".

Elle faisait allusion aux

messages de félicitations envoyés à M. Castillo par plusieurs dirigeants latino-américains dont les présidents argentin et bolivien Alberto Fernandez et Luis Arce.

Mme Fujimori, 46 ans, a également dénoncé le rôle du Jury national des élections (JNE) chargé de superviser le décompte, et notamment sa décision de ne pas invalider environ 200.000 bulletins comme elle le réclamait.

Vendredi, la mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats

américains (OEA) avait déclaré ne pas avoir relevé de "graves irrégularités" dans le scrutin présidentiel au Pérou, qualifié de "positif".

Faute de résultat officiel, la tension monte cependant dans le pays andin six jours après le second tour.

Une défaite priverait la dirigeante du parti Fuerza popular, créé par son père l'ex-président Alberto Fujimori (1990-2000), de l'immunité présidentielle au moment où de nouvelles menaces d'emprisonnement pèsent sur elle.

IRAN

Présidentielle : Larijani demande les raisons de son invalidation

L'ancien président du Parlement Ali Larijani a réclamé samedi des explications publiques concernant l'invalidation de sa candidature à l'élection présidentielle iranienne le 18 juin, mais a essuyé un refus du conseil contrôlant le scrutin.

Dans un communiqué sur Twitter, M. Larijani a exhorté le Conseil des Gardiens à "révéler officiellement et publiquement toutes les raisons" de son invalidation, les informations le concernant lui et sa famille s'étant avérées "fausses". En réponse, le porte-parole du Conseil a déclaré que la loi n'obligeait pas ce dernier à justifier publiquement son raisonnement.

Le processus de validation repose sur des "documents adéquats et fiables", a affirmé Abbas Ali Kadkhodae dans un tweet rapporté par des agences locales.

"La loi sur l'élection présidentielle n'a rien précisé concernant les remises en cause de disqualifications et la divulgation publique de leurs motifs", a-t-il ajouté. Le Conseil, composé de six mollahs et de six civils juristes, a approuvé sept candidatures, dont cinq d'ultraconservateurs, sur 600 dossiers déposés.

En plus de M. Larijani, conseiller du guide suprême Ali Khamenei, le Conseil a également invalidé les candidatures de l'actuel vice-président Eshaq Jahangiri (réformateur) et de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad (populiste).

Le Conseil a fait l'objet de nombreuses critiques, y compris d'un de ses membres. L'ayatollah Sadeq Amoli Larijani, ancien chef du pouvoir judiciaire et frère d'Ali Larijani, a dénoncé une décision "indéfendable", affirmant que les "organes de sécurité" avaient influencé le Conseil avec de "fausses informations".

Le président Hassan Rohani, qui ne peut selon la loi prétendre à un troisième mandat consécutif, avait indiqué le mois dernier avoir envoyé une lettre à M. Khamenei lui demandant d'intervenir pour garantir une "compétition" électorale plus large.

Le guide suprême avait lui appelé fin mai les électeurs à ignorer les appels au boycott de l'élection. Plus tard, il a toutefois déclaré que certains candidats, sans préciser lesquels, avaient été traités de manière "injuste" après avoir été faussement accusés. Le Conseil des Gardiens a rejeté toute influence de fausses accusations sur ses décisions.

FRANCE

Emmanuel Macron opère un changement à la tête des armées (présidence)

Un changement à la tête des armées françaises a été opéré par le président de la République, Emmanuel Macron, annonce la présidence, dimanche, dans un communiqué, cité par des médias.

Le chef d'état-major des armées françaises, le général François Lecointre, va quitter ses fonctions et être remplacé par l'actuel chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Thierry Burkhard.

"Le général François Lecointre a soumis il y a plusieurs mois au président de la République sa demande de quitter le service actif après le 14 juillet 2021. Le président de la République tient à saluer en lui le grand soldat, le chef militaire et le serviteur de l'Etat", a-t-on précisé de même source. Il passera "dans quelques semaines le commandement des armées de la France au général d'armée Thierry Burkhard". Le général Lecointre avait succédé en juillet 2017 à Pierre de Villiers, qui avait démissionné avec fracas sur fond de coupes budgétaires abruptes et de réformes au pas de charge.

Ce départ intervient alors que le chef de l'Etat vient d'annoncer, après plus de huit ans d'engagement massif, une réduction de la présence militaire française du Sahel, marquée par la fermeture de bases et une réarticulation de la lutte anti-terroriste autour d'une "alliance internationale" associant des Européens.

OUARGLA

Youcef Lahreche, un photographe impliqué dans la promotion de l'image touristique du Sud

Natif de Ouargla, Youcef Lahrech est un photographe professionnel qui s'est impliqué, depuis plus de deux décennies, dans la promotion de l'image touristique et la sauvegarde du patrimoine culturel du Sud du pays, à travers l'objectif de son appareil photo.

Rencontré par l'APS en marge d'une récente manifestation culturelle sur le patrimoine culturel tenue à la Bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed Tidjani" à Ouargla, Y.

Lahreche, qui occupe actuellement le poste de conseiller, formateur et encadreur à l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) d'Ouargla, a entamé sa carrière dans le domaine de la photographie comme amateur en 1989, avant d'accéder au monde du professionnalisme, dès le début du nouveau millénaire.

Il avait exposé, à cette occasion, ses œuvres qui s'articulent sur différents thèmes liés à la nature, la vie sociale, l'art et l'artisanat traditionnel d'Ouargla, en plus d'autres photographies

prises durant ses excursions dans l'extrême Sud du pays, le Tassili N'Ajjer notamment.

M. Lahreche a mis en avant l'importance de la formation des jeunes amateurs afin d'améliorer leurs aptitudes et faire découvrir les nouveautés dans le domaine de la photographie, en soulignant l'importance d'encourager les photographes, amateurs et professionnels, à s'intéresser de plus en plus à la sauvegarde du legs culturel de chaque région à travers leur pratique quotidienne.

Il précise que "la photographie est appelée à jouer son rôle dans la valorisation du produit artisanal et de mettre en lumière les diverses potentialités touristiques de l'Algérie". "La photo est considérée aujourd'hui

comme un moyen indispensable pour contribuer à la promotion touristique à travers l'amélioration de la visibilité des nombreuses destinations que recèle notre pays", a-t-il poursuivi.

M. Lahreche a bénéficié d'une série de sessions de formation ayant permis de consolider ses connaissances et de parfaire son savoir faire dans le processus de prise de vue, en plus des techniques de photo et vidéo-montage, de l'infographie et de la conception des sites web.

Les différents rendez-vous culturels nationaux et internationaux auxquels il a pris part, à l'instar des 17 éditions du Salon national de la photographie, ainsi que 7 participations à des manifestations similaires à l'étranger, ont contribué aussi



à approfondir ces aptitudes dans le domaine. Lors de sa riche carrière professionnelle marquée aussi par une dizaine d'expositions personnelles, il a obtenu de nombreuses distinctions, dont le premier prix au salon

national de la photographie dans les éditions d'El-Oued et d'Annaba, et un classement parmi les 100 premiers photographes ayant pris part à un concours international qu'a abrité la Jordanie.

ŒUVRES CALLIGRAPHIQUES

Un record pour l'association Errakim à Djamaâ El-Djazair

L'association Errakim de Médéa, dédiée à la promotion de l'artisanat et des arts plastiques, a réalisé pas moins de six Km de calligraphie arabe au niveau de Djamaâ El-Djazair (la grande mosquée d'Alger), ce qui constitue un record dans cette discipline à travers les lieux cultuels de par le monde, a-t-on appris auprès de cette association.

"Avec six km de calligraphie arabe réalisés au niveau de Djamaâ El-Djazair, nous avons réussi à battre un record jamais enregistré dans aucune mosquée dans le monde", a indiqué à l'APS, Kara Bernou Abderrazzak, un des membres de l'association chargé des travaux d'ornement et d'enluminure à la grande mosquée d'Alger, en marge de la participation de cette association au Salon national des arts plastiques "Baya Mahieddine", organisé cette semaine à Blida.

Ce travail méticuleux a été réalisé par quatre calligraphes algériens relevant de l'association Errakim, "en un temps record : pas plus d'une année, au lieu des deux ans initialement programmé pour cette tâche", a expliqué Kara, ce membre de cette association qui a été chargée des travaux d'ornement et d'enluminure de Djamaâ El-Djazair.

Les enluminures réalisées au niveau de Djamaâ El-Djazair sont à "100% algériennes", a assuré, en outre, M.Kara Bernou, soulignant l'opportunité offerte, au titre de ce travail, à des calligraphes de l'Est et de l'Ouest du pays, pour "apposer leur propre touche" avec un encadrement assuré par l'association. Il a totalement réfuté les rumeurs prétendant que ces œuvres "sont l'œuvre de mains étrangères". Cet artiste a, aussi, déploré l'absence "de publicité pour faire la promotion" de cette œuvre artistique, qui a "conféré une grande beauté et apporté une touche esthétique certaine à la grande mosquée d'Alger, à nulle autre pareille", notamment grâce au "mariage harmonieux de la calligraphie Koufi, avec le thuluth (ou soulouci), et l'enluminure".

M.Kara Bernou a notamment cité les belles bandes de calligraphie Koufi ornant l'extérieur de la mosquée, son hall et la salle de prière, outre les grands tableaux sculptés dans la pierre calcaire à l'extérieur de la mosquée, et dans le marbre pour l'intérieur, au moment où d'autres sont sculptés dans le bois et le plâtre.

Les modèles de ces sculptures calli-

graphiques ont été faits à la main avant leur numérisation tandis que les sculptures sur marbre ont été réalisées en Chine, et celles sur pierre calcaire en Italie. Toujours selon les explications fournies par M.Kara Bernou, ces calligraphes représentent des Hadiths, des poèmes et des proverbes, mais surtout des versets du Saint Coran, dont l'emplacement a été minutieusement réfléchi, conformément aux instructions de la commission du ministère des affaires religieuses et des Wakfs.

A titre indicatif les versets et hadiths relatifs à la propreté et à la pureté sont placés dans la salle des ablutions, au moment où ceux liés à la prière sont placés à l'intérieur de la mosquée.

La calligraphie Koufi réalisée à l'extérieur de la mosquée, se taille la part du lion de cette œuvre artistique, eu égard à l'étendue de l'espace qui lui a été réservé, tandis que le style "Thuluth" est concentré au niveau des salles de prières et du périmètre de la mosquée, reflétant la majesté des lieux et la piété.

L'association Errakim, une action permanente pour préserver la calligraphie arabe

L'association Errakim confère une grande importance à la calligraphie arabe, à travers sa participation à de nombreuses manifestations nationales et étrangères, a fait savoir M.Kara Bernou.

Il a fait part de sa participation, en compagnie des calligraphes Bentorkia Amine et Doukh Abdelghani, à de nombreux festivals internationaux, en Inde, Turquie, Egypte, Arabie saoudite, Jordanie, et Emirats arabes unis, où leurs œuvres, tant collectives qu'individuelles, ont été récompensées par les premières places du podium, s'est-il félicité.

Cette association œuvre, également, en vue de valoriser davantage cet art, à travers l'organisation, chaque année, d'ateliers nationaux réunissant des calligraphes de tout le pays, et même de pays arabes et musulmans.

"Ce travail constant de notre association a apporté ses fruits, puisque de nombreux débutants dans cet art ont réussi (grâce à elle) à devenir des professionnels en la matière, dont le travail est reconnu dans de nombreux événements et festivals mondiaux". Des ateliers pour enfants sont, également, animés annuellement,

par l'association à travers différentes wilayas du pays, en vue d'ancrer l'amour de cet art chez les générations futures, et assurer sa pérennité. L'association Errakim a exploité l'opportunité de ce Salon national des arts plastiques dédié à la mémoire de Baya Mahieddine, pour se

faire connaître et faire la promotion de ses activités. Des ateliers ont été animés, à l'occasion, au profit des enfants, au niveau du hall du centre de loisirs scientifiques de Beb Dzair, abritant cette manifestation.

APS

PUBLICITÉ

EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
Route Nationale n° 5, Cinq Maisons, Mohammedia, Alger 16200
NIF : 0002162990033049
DIRECTION OPERATIONNELLE DE JIJEL
Route de la Soummam - Jijel

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
N° 02/AT/DO JIJEL/SDFS/DAL/2021
Réalisation des travaux d'infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles fibres optiques

La Direction Opérationnelle de Jijel lance un avis d'appel d'offres national Ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux d'infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles à fibres optiques, répartis en quatre (04) lots séparés suivants:

N° du Lot	Description Lot	Distance (KM)
01	SETTERA - GHEBALA	12,50
02	BOUBAZIL - REKOUBA	10,30
03	MSAN AFTIS - 4G LTE KHERACHA	05,50
04	MSAN BOULATENE - 4G LTE QUETOUNE	03,20

ELIGIBILITE DES CANDIDATS:
La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse uniquement aux entreprises qualifiées selon les deux paliers suivants :

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 10 Km :

- Les entreprises ayant la qualification une (01) dont l'activité est l'hydraulique ou les travaux publics ;
- Les entreprises sans qualification;
- Les entreprises sans références professionnelles quelles que soient leurs qualifications ;
- Les entreprises nouvellement créées ;
- Les entreprises issues des dispositifs de l'ANSEJ, CNAC, ANGEM, en cours de bénéfice d'avantages conférés par ces dispositifs.

Palier 02 : Pour les lots supérieurs à 10 Km et inférieurs à 50 Km : le soumissionnaire doit justifier d'une qualification et classification professionnelle de catégorie de deux (02) à quatre (04), contenant l'activité hydraulique et/ou travaux publics.

La vérification de la satisfaction du seuil de qualification minimum exigé est déterminée à travers les certificats de qualification et de classification professionnelle.

RETRAIT DES CAHIER DES CHARGES :
Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Opérationnelle de Jijel- Département Achats et logistique, site à Route de la Soummam, Jijel, contre paiement d'un montant non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie, de la somme cinq mille (5000,00) DA auprès de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), compte bancaire N° 00100671030000013542.

PRESENTATION DES OFFRES:
Les soumissionnaires doivent fournir des offres comportant:

- 1- Un dossier administratif;
- 2- Une offre financière;
- 3- Une offre technique;

Les composants des offres doivent être insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant sur chaque enveloppe : la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres, et sur chaque pli correspondant à la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme comportant les mentions suivantes :

**ALGERIE TELECOM - EPE - SPA, DIRECTION OPERATIONNELLE DE JIJEL
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 02/AT/DO JIJEL/SDFS/DAL/2021
Réalisation des travaux d'infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles fibres optiques
Adresse : Route de la Soummam - Jijel
« A n'ouvrir que par la commission d'ouvertures des plis et d'évaluation des offres »**

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :
**ALGERIE TELECOM - DIRECTION OPERATIONNELLE DE JIJEL
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE
ADRESSE : ROUTE DE LA SOUMMAM - JIJEL**

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges. La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de parution du présent appel d'offres dans la presse nationale. La date limite de dépôt des offres est fixée au quinzième (15^{ème}) jour de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse nationale. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissions qui parviennent après la date et l'heure de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date de dépôt des plis à 14h00mn à l'adresse précitée. Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date de dépôt des offres.

DK NEWS

TOURISME SPATIAL

Une place pour un voyage dans l'espace avec Jeff Bezos vendue 28 millions de dollars aux enchères

Un heureux gagnant a payé samedi 28 millions de dollars une place mise aux enchères pour accompagner Jeff Bezos dans le premier vol de tourisme spatial de la société Blue Origin prévu le 20 juillet.



Le vainqueur, dont l'identité sera connue dans les prochaines semaines, a vaincu une vingtaine de participants à ces enchères finales en ligne qui ont duré moins de dix minutes.

Le processus de ces enchères avait débuté en mai avec des mises qui avaient atteint jeudi 4,8 millions de dollars.

C'était le prix de départ samedi de ce siège, aux côtés du fondateur d'Amazon et de son frère Mark.

La vente s'est envolée au passage des dix millions de dollars, les participants se répondant par million supplémentaire, jusqu'à atteindre la somme de 28 millions.

Le vainqueur devra en outre verser 6% de commission à la maison d'enchères RR Auction. Jeff Bezos, qui va quitter son

poste de patron d'Amazon en juillet, avait annoncé début juin qu'il ferait partie du premier vol habité dans la fusée New Shepard avec son frère et le gagnant d'une enchère pour un troisième siège. Ariane Cornell, directrice commerciale chez Blue Origin, a précisé samedi qu'un quatrième touriste de l'espace ferait le voyage, sans donner son identité.

Le montant total sera reversé à une fondation créée par Blue Origin, destinée à encourager les jeunes à travailler dans le milieu scientifique.

La capsule qui se trouvera au sommet de la fusée, dotée de grands hublots, peut accueillir jusqu'à six personnes.

New Shepard décollera depuis un désert de l'ouest du Texas. La fusée décollera à la verticale et la cap-

sule s'en séparera à environ 75 km de hauteur, continuant sa trajectoire jusqu'à dépasser l'altitude de 100 km, qui définit la limite entre l'atmosphère terrestre et l'espace.

Les passagers à bord pourront alors flotter en apesanteur durant trois minutes environ et observer la courbure de la Terre.

Pendant ce temps-là, la fusée redescendra pour se poser doucement sur une piste, toujours à la verticale.

Puis la capsule entamera elle-même une chute libre pour revenir vers la Terre, et sera freinée par trois grands parachutes et des rétrofusées avant d'atterrir dans le désert. La fusée a réalisé 15 vols d'essai et "nous sommes prêts à faire voler des astronautes", a affirmé samedi Ariane Cornell.

ITALIE

Vers la création d'une agence gouvernementale spécialisée en cybersécurité

L'Italie va se doter d'une agence gouvernementale spécialisée en cybersécurité pour lutter contre la multiplication des attaques informatiques. La décision de mettre sur pied cette agence, qui dépendra directement du Premier ministre et comptera selon les médias un effectif de 300 personnes au départ, a été prise lors d'un conseil des ministres jeudi soir.

La nécessité de renforcer la cybersécurité aux niveaux européen et national, en particulier face à la Russie, avait été soulignée par le Premier ministre Mario Draghi lors d'un sommet le 25 mai à Bruxelles.

"Nous avons besoin de nous renforcer, particulièrement dans le domaine de la cybersécurité, nous tous, au niveau national et au niveau de l'UE (...) parce que le niveau des interférences (russe) en matière d'espionnage et de manipulation du web est devenu vraiment alarmant", avait-il estimé alors.

La création de ce nouvel organisme, baptisé Agence pour la cybersécurité nationale (ACN), est intervenue le jour même d'un entretien téléphonique entre Mario Draghi et le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg en amont du sommet de l'Otan qui se tiendra lundi à Bruxelles, un entretien au cours duquel

a notamment été abordée "la coopération entre l'Otan et l'UE", selon la présidence du Conseil.

L'ACN aura pour missions principales "la protection des intérêts nationaux et la résilience des services et fonctions essentielles de l'Etat face aux menaces cyber", "l'accroissement de la sécurité des systèmes d'information et de communication", et "le développement de compétences industrielles, technologiques et scientifiques" dans ce domaine.

Le lancement de cette agence intervient alors que M. Draghi, arrivé au pouvoir en février, s'est efforcé de réorganiser le renseignement italien.

Le mois dernier, il a nommé à la tête des services secrets une diplomate de carrière, Elisabetta Belloni, première femme à occuper ce poste sensible.

Les relations avec la Russie sont particulièrement tendues depuis qu'un officier de la marine italienne a été arrêté fin mars en flagrant délit d'espionnage en compagnie d'un officier russe auquel il remettait des documents "classifiés".

Cette affaire avait conduit à l'expulsion de deux fonctionnaires russes, à laquelle Moscou avait répliqué en expulsant un diplomate italien.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



WIL AYA D'ALGER
Etablissement de gestion de la Circulation et du transport urbain
EPIC/ E.G.C.T.U
NIF N° 099616109187802

AVIS D'ADJUDICATION NATIONAL

N°04/2021

L'Etablissement de Gestion de la Circulation et du Transport Urbain de la wilaya d'Alger, relance après une déclaration d'infirmité d'un troisième avis d'adjudication national portant :
MISE EN LOCATION DES PARKINGS PLAGES DE LA WILAYA D'ALGER:

1) Les Ondines Sud :

- > Adresse : Chemin des Ondines Sud – Commune de Bordj El Bahri
- > Superficie : 1 727 m²
- > Nombre de places : 50

2) Déca Plage :

- > Adresse : Route Ain Taya vers Plages – Commune de AinTaya
- > Superficie : 1 990 m²
- > Nombre de places : 80

3) El Bahdja :

- > Adresse : Route National N°11 – Commune de Ain Benian
- > Superficie : 2 860 m²
- > Nombre de places : 300

L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse pour :

Le candidat admis à soumissionner doit être majeur, de nationalité algérienne, justifiant d'un domicile fixe, notablement solvable, jouissant de ses droits civils et répondant aux conditions fixées par le présent cahier des charges.

Cette mise en adjudication concerne toute personne morale ou physique ayant exercé pendant une durée de Trois (03) ans la fonction de gérant ou directeur commercial de toutes structures recevant le public telles que (parking, gare routière, marché de gros, centre commerciale etc...) ou ayant exploité pendant Trois (03) ans au moins un fonds de commerce La période de Trois (03) ans doit être justifiée par la déclaration de la CNAS ou de la CASNOS.

Tout candidat intéressé peut soumissionner pour un lot ou plusieurs lots et peut être retenu pour un lot ou plusieurs lots.

Les candidats intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges contre un récépissé de versement, de la somme de cinq mille dinars algériens (5 000,00 DA) non remboursable auprès du :

Direction de l'établissement de gestion de la circulation
et du transport urbain « EPIC EGCTU »
100 Boulevard Bougara, El Biar, Alger

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du partenaire cocontractant, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces Trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Avis d'appel d'adjudication national n°04/2021

Portant :

« mise en location des parkings plages de la wilaya d'Alger »

Direction de l'établissement de gestion de la circulation
et du transport urbain « EPIC EGCTU »
100 Boulevard Bougara, El Biar, Alger

Il est précisé que les offres doivent être déposées directement au siège de l'EPIC/EGCTU à la date de dépôt des offres.

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter à la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre,

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres fixée au plus tard à 12 h00, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi et samedi), la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture publique des plis techniques et financiers aura lieu au siège de la Direction Général de l'EPIC/ EGCTU 100 Boulevard Bougara EL- BIAR ALGER, le jour de dépôt des offres à 13h00.

KARATÉ - OPEN DE PARIS
(2^E JOURNÉE)

Élimination précoce des Algériens

Les trois karatékas algériens, Chaïma Midi (-61 kg), Yanis Lardjane (-75 kg) et Hakim Haoua (kata), engagés lors de la 2^e journée de l'Open de Paris (11-13 juin), disputée samedi, ont été éliminés dès les premiers tours de la compétition.

En kumité, Chaïma Midi (-61 kg) a réussi à passer au 2^e tour en s'imposant devant la Grecque, Vasiliki Panetsidou, avant de se faire éliminer par la Brésilienne De Lima Stephani, alors que son compatriote Yanis Lardjane (-75 kg), exempté du 1^{er} tour, a été sorti par le Slovène, Gaal Jaka. En kata, Hakim Haoua engagé dans le groupe 3, a réussi à se hisser au 2^e tour avec une moyenne de 23,34 points, avant de se faire sortir avec une note de 23,00 pts.

Lors de la 1^{ère} journée disputée vendredi, Sami Tas (-67 kg) et Widad Draou (-55 kg) ont été éliminés au premier tour de l'épreuve de kumité, alors que Kamilia Hadj Saïd, championne d'Afrique en juillet 2020, n'a pas pu passer au second tour en kata. Huit (08) athlètes représentent le karaté algérien à l'Open de Paris, avec l'objectif d'améliorer leur classement olympique, notamment, Lamia Matoub (+61kg) et Hocine Daïkhi (-75kg), en vue d'une possible qualification au rendez-vous olympique de Tokyo.

Dimanche, Hocine Daïkhi (exempté du 1^{er} tour) affrontera, au second tour, le Chypriote Stylianos Mathaios. En cas de qualification, l'Algérien enchaînera contre le vainqueur du combat opposant le Bulgare Petrov Roberto au Kazakh, Daniyar Yuldashev.

De son côté, Lamya Matoub, engagée dans la 4^e poule, en découdra avec Rodriguez Ogod Pamela (R.Dominicaine) au premier tour des +61kg. En cas de succès, Matoub croisera le fer avec la gagnante du match Keinanen Titta (Finlande) - Harvey Amelia Jayne (Angleterre).

Plus de 400 athlètes sont en lice pour décrocher les 24 billets (les 3 meilleurs des huit catégories) qualificatifs aux JO de Tokyo. Il est à rappeler qu'à cause du quota octroyé par le Comité international olympique (CIO) pour le karaté au rendez-vous nippon, la Fédération internationale a été contrainte de jumeler les cinq catégories de poids adoptées pour chaque sexe, lors des Mondiaux et autres tournois, en trois seulement. Un jumelage qui, apparemment, a été désavantageux à des athlètes pour arracher une place au rendez-vous nippon. Les catégories arrêtées pour l'Open de Paris sont les mêmes que celles des Jeux olympiques de Tokyo, à savoir -55 kg, -61 kg, +61 kg, en plus du kata (pour les catégories olympiques individuelles féminines), et -67 kg, -75 kg, +75 kg, en plus du kata (pour les catégories olympiques individuelles masculines).

ARTS MARTIAUX MIXTES - SOIRÉE ONE FULL BLAST II Défaite de l'Algérien Mahmoudi contre le Thaïlandais Mongkolpetch

Le kickboxer algérien Elias Mahmoudi a perdu son combat contre le Thaïlandais Mongkolpetch Petchyindee, disputé dans la nuit de vendredi à samedi, en clôture de la Soirée One Full Blast II, à Bangkok.

Une défaite longuement contestée par l'Algérie de 23 ans, considérant avoir été "victime d'un coup irrégulier", qui l'a beaucoup "amoindri", devant une totale "indifférence des arbitres". Il s'agit de la quatrième victoire consécutive pour Mongkolpetch au ONE Super Séries, ce qui lui permet d'espérer décrocher un combat pour le titre mondial des poids "mouche", contre le Thaïlandais Rodtang Jitmuangnon, l'actuel champion, surnommé "The Iron Man". Mahmoudi, quatrième mondial dans ce classement, aurait pu y prétendre aussi, s'il avait remporté son combat contre Mongkolpetch, mais puisqu'il a perdu,

il devra patienter encore, car n'ayant plus la statut de "potential challenger" pour le titre.

Le jeune algérien, surnommé "le Sniper" devrait peut-être se relancer en défiant le Britannique Jonathan Haggerty, qu'il devait affronter au mois d'avril dernier. Un due 1 très attendu, mais annulé au tout dernier moment à cause de la crise sanitaire liée à la pandémie du nouveau coronavirus, car la propagation du variant-anglais, qui faisait rage à ce moment-là, avait empêché Haggerty de se déplacer à Marseille, où devait se dérouler le combat contre Mahmoudi. Pour information, Mongkol-



petch (25 ans), compte déjà un nombre impressionnant de combats chez les amateurs, avec un ratio de 114 victoires en 154 confrontations.

Une fulgurante ascension qui, en 2017, lui avait permis de remporter le prestigieux tournoi du Lumpini, après une

victoire finale contre l'autre grand champion, Suakim PK. Deux ans plus tard, soit en 2019, le Thaïlandais a intégré le monde professionnel de la discipline, à travers la Ligue One Championship, au sein de laquelle il compte déjà trois victoires en autant de combats.

CYCLISME - JEUX OLYMPIQUES 2020

La sélection algérienne en stage du 17 juin au 1^{er} juillet en Espagne (Fédération)

La sélection algérienne (seniors/messieurs) de cyclisme effectuera un stage bloqué du 17 juin au 1^{er} juillet en Espagne, pour peaufiner sa préparation en vue des Jeux olympiques d'été, prévus du 23 juillet au 8 août dans la capitale nipponne, Tokyo, a-t-on appris samedi auprès de la fédération.

Encadrée par l'entraîneur Hakim Hamza, la sélection nationale se compose d'Azzedine Lagab, Youcef Reguigui, Nassim Saïdi, Yacine Hamza, Abderahmane Mansouri, Hamza Mansouri, Mohamed Amine Nehari, Raouf Bengayou, Mohamed Belabsi et Ismail Medjahed.

Les huit premiers cités sont en regroupement à l'Hôtel Palmarium de Sidi-Fredj depuis le 9 juin courant, pour un stage

bloqué qui se poursuivra jusqu'au 15 du même mois. Une fois en Espagne, ils seront rejoints par Belabsi et Medjahed, qui évoluent dans des clubs espagnols. Pour sa part, la sélection nationale des moins de 23 ans sera en stage du 8 au 16 juillet, également en Espagne, pour préparer la Coupe des nations, prévue du 18 au 20 juillet, en France.

La sélection des U23 se compose de neuf athlètes, ayant déjà effectué trois stages bloqués en Algérie. Il s'agit de : Hamza Amari, Oussama Cheblaoui, Ayman Merdj, Slimane Badis, Reyad Saïdi, Youcef Farsadou, Seddik Bengani, Mohamed Amine Assal et Hamza Megnouche. "Encadrée par Abdelbasset Hannachi, Djamel Tamanit et Tarek Boudiaf, la sé-

lection nationale des moins de 23 ans retournera en Espagne, pour un deuxième stage bloqué, prévu du 1^{er} au 15 août" en vue des autres importantes échéances à venir.

Enfin, concernant la sélection nationale "juniors" qui représentera les couleurs nationales aux prochains Championnats du monde et arabes de la catégorie, prévus respectivement en septembre et octobre 2021, "la liste sera dégagée lors des Championnats nationaux, prévus du 1^{er} au 5 juillet prochain, à Ain Témouchent (Ouest)". La Direction technique nationale devrait retenir un total de treize cyclistes, qui effectueront un stage de trois semaines à partir du 25 juillet" a encore détaillé la Fédération.

Brèves des Fédérations algériennes

- Taekwondo : l'arbitre algérienne Nadira Meziani a été choisie pour officier aux Jeux olympiques de Tokyo, a fait savoir la fédération algérienne de la discipline.

- Natation : une délégation de la fédération algérienne de natation a effectué une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement du Centre fédéral à Fouka (Tipasa).

- Tennis : La sélection

algérienne seniors dames est arrivée samedi soir à Vilnius (Lituanie), en vue de sa participation à la Coupe Billie Jean King (ex-Fed Cup), groupe 3 zone Europe-Afrique, programme du 15 au 19 juin 2021. La délégation algérienne est composée d'Ines Bekrar, Lynda Benkaddour, Yasmine Boudjadi ainsi que d'Abdelwakil Keciba (charge de capitaine) et d'Ines Bekrar. Pour sa part, la

joueuse Ines Ibbou rejoindra ses compatriotes dès dimanche sur les lieux de la compétition.

- Kayak : L'athlète de l'équipe nationale de kayak Amira Kheiris a rallié samedi la Hongrie afin de se préparer aux Jeux olympiques. Le stage de préparation va durer jusqu'au 12 juillet.

- Boxe : la sélection algérienne de boxe a entamé sa

première étape de préparation en Ukraine en vue de sa participation aux Jeux olympiques de Tokyo.

- Rugby : la XV algérienne a entamé un stage de présélection à Toulouse (France) avec un effectif composé de 55 joueurs. Le staff technique national choisira une liste de 25 joueurs qui seront convoqués pour disputés la phase de poule de la CAN prévue en Ouganda.

HAND - CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS

Le président de l'Union arabe attendu mardi à Oran

Le président de l'Union arabe de handball (UAH) Ben Abdel Aziz Al Maniaa est attendu mardi à Oran à la tête d'une délégation pour inspecter les infrastructures sportives et hôtelières concernées par le championnat arabe des clubs champions (hommes et dames) qu'organiseront l'ES Arzew en octobre prochain.

Le premier responsable de l'ES Arzew, Amine Benmoussa, a fait savoir, samedi à l'APS, que la visite de cette commission, qui comporte également le secrétaire général de l'UAH, Abdellah Ben Abdelaziz Aliane, ainsi que le président de la Fédération

algérienne de la discipline Habib Labane, en sa qualité de membre du bureau exécutif de l'UAH, intervient après quelques semaines de la validation par cette instance de la candidature de son club pensionnaire de l'Excellence algérienne pour abriter l'événement. Plusieurs infrastructures hôtelières seront visitées par la commission de l'UAH, en sus des sites sportifs retenus pour accueillir les matchs et les entraînements des clubs participants, à l'image du Palais des sports "Hamou Boutellil" (Oran) et la salle omnisports d'Arzew, qui devraient abriter la compétition officielle, a précisé le boss

de l'ESA. Cette 36^e édition du championnat arabe "Fayçal Ben Fahd" (hommes et dames) s'inscrit aussi dans le cadre "des événements tests" programmés en préambule de la 19^e édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran lors de l'été 2022, a encore souligné le même responsable. Cette visite d'inspection de la commission de l'UAH sera ponctuée jeudi par la signature de la convention de la compétition entre l'UAH et le club organisateur lors d'une cérémonie qui sera suivie par une conférence de presse, a-t-on informé de même source.

APS

TOUGGOURT

Réception de deux stades de football de 5.000 places

Deux stades de football de 5.000 places seront réceptionnés prochainement dans la wilaya de Touggourt pour promouvoir la pratique sportive dans la région, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Implantés dans les communes de Témacine et Mégarine, ces deux stades sont à un taux d'avancement de 98%, et il ne reste qu'à réaliser les aménagements extérieurs et leur raccordement au réseau d'assainissement, a précisé la directrice de la jeunesse et des sports, Tounes Ghodbane. La même responsable a fait part aussi du déblocage d'une enveloppe financière conséquente pour la réalisation d'autres installations sportives, dont deux aires de jeux dans les communes de Zauoua El-Abidia et Blidet Amor. Il s'agit également de l'équipement d'un stade de football à Touggourt d'un tableau électronique, le revêtement des stades de Bannacer (daira de Taïbet) et d'El-Alia (daira d'El-Hedjira) d'une pelouse synthétique, la réhabilitation du terrain du stade de la commune de Neza, appelé à être revêtu en gazon artificiel, a-t-elle ajouté. Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Touggourt compte 14 stades de football et de nombreuses aires de jeux de proximité réparties à travers ses 13 communes.

SÉLECTION ALGÉRIENNE

Belmadi : "Cette série d'invincibilité n'est pas le fruit du hasard"

Le sélectionneur algérien Djamel Belmadi a estimé samedi, que la série d'invincibilité de 27 matchs des Verts, n'est pas "le fruit du hasard, mais celui de trois ans de travail", soulignant que "le mérite revient aux joueurs", qui sont les principaux artisans de ce record africain.

"Cette série d'invincibilité de 27 matchs veut dire beaucoup. D'abord de la constance après le sacre africain en 2019, en se remettant au travail pour sortir des grosses performances.

Le mérite revient aux joueurs, qui ont travaillé dur pour battre ce record.

Maintenant, ça ne va pas être facile de préserver cette série, surtout que toutes les équipes nous attendent pour nous faire tomber", a déclaré Belmadi à la presse à l'occasion du retour des Verts au pays, après leur victoire devant la Tunisie (2-0), vendredi soir à Tunis.

"C'était important d'aller faire un bon résultat face à la Tunisie, deuxième pays africain au classement Fifa, demi-finaliste de la dernière CAN, mondialiste en 2018 et qui restait sur une série 12 matchs sans défaite.

Donc, c'était important d'aller gagner chez eux et nous l'avons fait avec l'art et la manière", a-t-il souligné.

En dominant la Tunisie (2-0) grâce aux réalisations de Bounedjah (18e) et Mahrez (27e), l'Algérie a aligné un 27e match sans défaite, battant ainsi le record africain d'invincibilité, que détenait la Côte d'Ivoire depuis 2013.

Revenant sur ce stage ponctué par trois victoires, respectivement, contre la Mauritanie (4-1), le Mali (1-0) et la Tunisie (2-0), le sélectionneur national a indi-



qué que "l'objectif de ce regroupement était de pouvoir faire une revue d'effectif et voir évoluer l'ensemble des joueurs avant le début des éliminatoires de la Coupe du monde 2022".

"C'est très important de ne pas avoir encaissé de buts, lors des deux derniers matchs.

Ca montre que nous sommes une équipe bien organisée et que tous les joueurs sont concernés, pas seulement les défenseurs.

C'est un équilibre qui commence par nos attaquants qui font bien le travail, en pressant, en se remplaçant rapidement", a-t-il expliqué. Le coach national est, également, revenu sur

le rendement des joueurs testés lors des trois rencontres amicales, à l'image, du milieu de terrain de Twente (Pays-Bas), Ramiz Zerrouki, qui a "très bien répondu aux exigences tactiques dans une équipe où il y a beaucoup de concurrence", selon Belmadi.

"Zerrouki, c'est pas une surprise il a déjà prouvé son talent lors du match contre le Botswana ou contre le Mali.

C'est un joueur sur lequel il faudra compter pour l'avenir", a-t-il ajouté.

Belmadi n'a pas tari d'éloges sur les autres joueurs, dont Haris Belkebla (Stade Brestois/France), Ahmed Touba (RKC Waalwijk/

Pays-Bas) et Abdelkader Bedrane (ES Tunis/Tunis), qui ont "réussi des prestations de haut niveau".

Le sélectionneur national a, également, fait savoir qu'il a eu des discussions avec les joueurs sur la période du mercato d'été, pour "prendre les bonnes décisions durant cette année de qualification au Mondial et vite régler les cas de transferts pour les joueurs concernés, afin d'être prêt à aborder les éliminatoires dans les meilleures conditions en août prochain".

"Au final, c'est aux joueurs de gérer leurs carrières, mais j'espère éviter les soucis rencontrés les saisons précédentes", a-t-il conclu.

AMICAL

Ce sera finalement Algérie (A') - Liberia (A) le 17 juin à Oran (FAF)

La sélection algérienne A', qui devait disputer un match amical avec son homologue burundaise le 16 juin au nouveau stade d'Oran, affrontera finalement l'équipe du Liberia (A) le lendemain, toujours à Oran, "en raison d'impondérables liés aux difficultés de déplacement des Burundais", a annoncé samedi la Fédération algérienne de football (FAF).

"En raison d'impondérables liés aux difficultés de déplacement de la sélection du Burundi en Algérie, la Fédération algérienne de football a finalement conclu avec son homologue du Liberia pour le match de la sélection nationale des joueurs locaux qui aura lieu, non pas le mercredi 16 juin, mais le jeudi 17 (à 20h45) au nouveau stade Olympique d'Oran", indique un communiqué de la FAF publié sur son site officiel.

Profitant de l'actuel séjour de la sélection A du Liberia en Tunisie, la FAF a convenu de ce match puisque la délégation libérienne ralliera l'Algérie à partir de Tunis et permettra ainsi à la sélection nationale conduite par Madjid Bougherra d'entamer sa préparation en prévision de la Coupe arabe des nations de la FIFA Qatar-2021 qui aura lieu en décembre prochain, par un premier stage du 13 au 17 juin, explique la même source.

En prévision du 1er stage qui débute dimanche au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) et de cette joute amicale, le sélectionneur Madjid Bougherra a convoqué 23 joueurs issus des clubs évoluant dans le championnat de Ligue 1. Le départ pour la ville d'Oran est prévu la veille du match dans la matinée avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El Bahja.

Lors de la Coupe arabe des nations, l'Algérie évoluera dans le groupe D avec l'Égypte et les vainqueurs des matchs Liban-Djibouti et Libye-Soudan.

Le tournoi sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire direct, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale.

Grand Tournoi des Académies de football à Tlemcen fin juin

L'Académie de football Mouloudia Athletic Mansourah (MAM) à Tlemcen organise un grand tournoi des Académies de football (U11 et U13), durant la période du 27 juin au 5 juillet 2021, avec la participation attendue de 32 écoles de football pour chaque catégorie d'âge, représentant les différentes régions du pays, a-t-on appris, dimanche auprès de l'initiateur et président du MAM, Mohamed Kazi-Tani.

Dénotant par son initiateur "le Petit Fennec", le tournoi aura un cachet national, mais surtout ouvert aux écoles des zones d'ombre, déshéritées et démunies qui "méritent une attention particulière pour le travail qui y a été effectué malgré le manque de moyens", selon Kazi-Tani.

"C'est une première en Algérie que de regrouper cet important nombre d'enfant (1400 en tout). On va essayer, en l'espace de quelques jours de leur donner de la joie dans une convivialité inédite et leur offrir d'excellentes conditions et beaucoup d'enthousiasme qui permettent à ses jeunes de s'en donner à cœur joie sur les pelouses du complexe de Tlemcen", a indiqué le pré-

sident de l'Académie de football Mouloudia Athletic Mansourah (MAM).

Sur le plan sportif, le tournoi est prévu, au début, en un premier tour où les équipes participantes seront réparties sur des groupes équilibrés et à l'issue d'un mini-championnat dans le groupe qui débutera le 27 juin, les deux premiers au classement passeront aux 16es de finale ou s'enchaîneront les matchs en élimination directe, jusqu'à la finale qui aura lieu le 5 juillet au stade Akid-Lotfi à WA Tlemcen. "Outre les écoles des zones d'ombre, on a lancé des invitations à certains clubs, mieux lotis, pour rehausser de leur présence, l'événement. Il s'agit du MC Alger (qui a confirmé sa participation), le NA Hussein Dey, le CR Belouizdad, le CS Constantine, entre autres. C'est bien de regrouper ses enfants et leur donner la possibilité de se connaître, se côtoyer et vivre ensemble pour une période même si elle est courte", a expliqué Kazi-Tani, ajoutant que les matchs, prévus dans des mini-terrains de football, se dérouleront jusqu'aux 16es des finales

sur des terrains de football du nouveau complexe sportif de Tlemcen, alors qu'à partir des 8es de finales, toutes rencontres auront lieu au stade Akid-Lotfi.

Afin de réunir les meilleures conditions pour ce tournoi national, le comité d'organisation du tournoi des Académies de football à Tlemcen s'est résigné au porte à porte pour convaincre les donateurs à être partie prenante de l'événement.

"Pour l'hébergement, je ne peut que remercier les responsables de l'éducation nationale à Tlemcen qui nous ont promis de mettre à notre disposition des centres d'hébergement des cités universitaires en raison du nombre de participants, mais sur plan financier de l'événement, on est contraint de taper aux portes des particuliers et essayer de les convaincre de ne soutenir", a souligné le président du comité d'organisation.

Aussi et afin de réussir le tournoi, les initiateurs tiennent beaucoup la présence des représentants du ministère de la jeunesse et des sports (MJS), au même titre que les responsables de la Fédération algérienne de football

(FAF), mais aussi des personnalités du football national, à l'image des anciens internationaux, des actuels acteurs de la sélection nationale du coach Djamel Belmadi.

"Évidemment, les enfants seraient extrêmement heureux d'être encouragés de prêt par des joueurs qui ne voient qu'à travers le petit écran.

La présence de l'entraîneur national, Belmadi, ou certains de ses joueurs fera, non seulement, du plaisir aux jeunes footballeurs, mais surtout sera stimulant dans le rendement individuel et d'équipe des participants", a souhaité Mohamed Kazi-Tani, ajoutant que des invitations seront lancées à tous ce beau monde, tout en espérant que son appel sera entendu.

Au delà de son aspect technique, le rassemblement de Tlemcen qui dégèlera, un peu soit-il, les manifestations dédiées aux jeunes, sera marquée par l'application des mesures sanitaires, exigées par la pandémie du Covid-19.

"On a pris très au sérieux cet aspect, et grâce au wali de Tlemcen, le PA/PC et le DJSL, on réu-

nira les meilleures conditions pour réussir l'événement, surtout, que la ville de Tlemcen devait organiser la Coupe du Monde des académies de football, initiée par l'Union arabe des académies de football dont je suis membre, mais reportée à cause de la pandémie et après la fermeture des frontières", a révélé le président de l'Académie Mouloudia Athletic Mansourah, qui tourne actuellement autour de 150 petits (U7, U9, U11 et U13).

Créée en 2015, l'Académie Mouloudia Athletic Mansourah (MAM) a pour mission de former des jeunes joueurs à la base, pour ensuite doter les différents clubs de la région par de bons éléments appelés à faire une longue carrière de footballeur.

"Depuis 2015, on a réussi à placer un bon nombre des joueurs de notre école des différentes catégories dans les équipes, tout en donnant la priorité au WA Tlemcen, le club phare de la région. Pour l'instant, on a beaucoup de satisfaction et on est fier du travail que nos techniciens effectuent", a conclu le président.

LIGUE 1 Le MC Oran cale au mauvais moment

Beaucoup d'espoirs ont été placés par la famille du MC Oran sur l'actuel exercice footballistique après un quart de siècle de disette.

Mais l'équipe semble fléchir, ces derniers temps, au mauvais moment alors qu'elle était bien partie pour réaliser le rêve de ses supporters.

Multipliant les contre-performances à domicile en championnat de Ligue 1, les "Hamraoua" ont payé cher leur "impuissance" dans leur jardin préféré du stade "Ahmed-Zabana" quittant la coupe de la Ligue, devenue leur objectif premier cette saison, dès les quarts de finale.

Pourtant, tout plaideait pour que les Oranais passent sans encombre ce tour, vu que le tirage au sort de cette compétition, qualificative à la coupe de la Confédération africaine de football, a été très clément avec eux.

Ils ont d'abord bénéficié de l'avantage du terrain, et aussi hérité d'une équipe qui lutte pour son maintien en Ligue 1.

D'ailleurs, quelques jours auparavant, les protégés de l'entraîneur Kheïreddine Madoui sont allés battre le WA Tlemcen, puisque c'est de cet adversaire qu'il s'agit, sur son terrain même dans le cadre du championnat.

Mais les retrouvailles des deux équipes en coupe de la Ligue ont réservé une mauvaise sur-



prise pour les Oranais éliminés cruellement de cette épreuve.

Une élimination qui a été difficile à digérer plongeant même le MCO dans la crise. Le coach Madoui s'est empressé de jeter l'éponge en réaction aux critiques dont il fait l'objet de la part de son président, Tayeb Mahiaoui.

Certes, le technicien sénégalais est vite revenu à de meilleurs sentiments, mais ses capés n'ont pas bien réagi dès le match suivant sur le terrain du RC Relizane, un autre mal-classé, dans le cadre de la 25^e journée du championnat. Invaincus

en 11 matchs dans cette compétition, les "Hamraoua" sont tombés face au voisin relizanais (2-1), alors que jusque-là, ils dominaient de la tête et des épaules les derbies de l'Ouest du pays.

Cette défaite risque de valoir au MCO sa troisième place au classement, d'autant plus que ses deux poursuivants immédiats, à savoir, le CR Belouizdad et la JS Kabylie, comptent chacun deux matchs en moins.

C'est dire que les gars d'El-Bahia n'ont désormais plus le droit à l'erreur, pour reprendre les propos de Madoui, qui

s'est dit déçu, à l'issue du précédent match de Relizane, du rendement de certains de ses capés alignés en première mi-temps de cette partie au cours de laquelle les locaux ont fait le nécessaire au cours de ce "premier half" en menant par deux buts à zéro.

Pour sa part, le président Mahiaoui pointe du doigt, dans des déclarations à la presse, "un environnement malsain et un arbitrage défaillant", tout en gardant espoir de voir les siens terminer sur le podium, synonyme d'une participation africaine la saison prochaine.

ORAN Derniers réglages avant la réception du nouveau stade

Le match amical que va abriter le nouveau stade d'Oran de 40.000 places jeudi (20h45) entre la sélection algérienne des joueurs locaux (A') et la sélection première du Libéria, sera une occasion pour évaluer la qualité des travaux réalisés au sein de cette enceinte avant sa réception officielle, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du complexe sportif.

"Ce match, le premier que va accueillir le nouveau stade d'Oran, permettra de déceler d'éventuels dysfonctionnements des équipements installés avant de procéder à la réception officielle de cette infrastructure", a déclaré à l'APS Moncef Merabet, directeur général de l'établissement de gestion du Complexe sportif d'Oran.

En prévision de la rencontre, les préparatifs vont bon train au niveau de cette enceinte footballistique, la première infrastructure relevant du complexe à être réceptionnée prochainement, afin qu'elle soit fin prête pour le rendez-vous de jeudi, a-t-il fait savoir.

Outre le lancement d'une grande opération de nettoyage des lieux, il a été procédé à l'installation des équipements nécessaires au niveau des vestiaires des deux équipes, et la mise à l'essai technique du réseau d'éclairage et des autres commodités du stade, a-t-on indiqué de même source.

En plus du stade de football de 40.000 places doté d'un gazon naturel "hybride" et une piste d'athlétisme très moderne, le complexe sportif d'Oran comporte également un stade d'athlétisme de 4.200 places, une salle omnisports de 6.000 places, ainsi qu'un centre nautique composé de trois piscines.

Cet important équipement sportif, dont le maître d'œuvre est la direction locale des équipements publics, devra être réceptionné dans sa totalité en septembre prochain, selon les prévisions de la société chinoise (MCC) chargée de sa réalisation, et ce, en prévision des Jeux méditerranéens prévu à Oran en 2022.

La sélection nationale A' conduite par Madjid Bougherra entame ce dimanche sa préparation en prévision de la Coupe arabe des nations de la FIFA Qatar-2021, qui aura lieu en décembre prochain, par un premier stage qui s'étale au 17 juin.

En prévision de ce premier regroupement au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) et de cette joute amicale, le sélectionneur national a convoqué 23 joueurs issus des clubs évoluant dans le championnat de Ligue 1.

Le départ pour la ville d'Oran est prévu la veille du match dans la matinée avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18 heures 30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El Bahia, a annoncé la Fédération algérienne de football sur son site officiel.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE Un match de suspension de terrain pour le CRB Aïn Ouessara (LNFA)

Le CRB Aïn Ouessara devra recevoir le MC Saïda hors de ses bases, lors de la 22^e et dernière journée de Ligue 2, prévue le 26 juin courant pour la clôture de la saison, car ayant écopé d'un match de suspension de terrain ferme, selon la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

"La Commission de discipline a infligé au CRB Aïn Ouessara un match de suspension de terrain ferme, pour non respect du protocole sanitaire et mauvaise organisation de la rencontre contre le CR Témouchent (2-1)" a expliqué l'instance dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Autres griefs retenus contre le CRBAO, le fait qu'il soit "récidiviste" et le fait que "des personnes étrangères aient pénétré sur le terrain de jeu, provoquant un arrêt momentané de la rencontre" face au CRT. Une situation qui a obligé la Commission de discipline, outre la suspension de terrain, à restreindre "le nombre de personnes autorisées à accéder au stade d'Aïn Ouessara, pour les prochains match du CRBAO" a-t-on encore précisé de même source. Des sanctions qui cependant ne pourront être appliquées dès de la prochain e journée (ndlr, la 21^e), car le CRBAO y sera appelé à jouer en déplacement chez l'ac-

tuel leader du Groupe Ouest, le MCB Oued Sly.

Une rencontre prévue à partir de 16h00, au stade Mohamed Boumezzag de Chlef, suivant la dernière programmation de la LNFA, et contre un adversaire ayant déjà assuré sa participation aux play-offs, donnant accès à la montée en Ligue 1. Ainsi, il faudra attendre la journée suivante (ndlr, la 22^e), lorsque le CRBAO redra sur son propre terrain, pour pouvoir appliquer ces deux sanctions.

Par ailleurs, la Commission de discipline a annoncé avoir infligé un match de suspension avec sursis à l'AS Khroub, sociétaire du Groupe Est, pour mauvaise organisation de sa dernière rencontre à domicile, avec non respect du protocole sanitaire. Actuellement septième au classement général du Groupe Ouest, avec un ratio de 24 points, le CRBAO dispose encore de sérieuses chances d'assurer son maintien en Ligue 2.

A condition bien sûr de faire mieux que ces concurrents directs lors des deux dernières journées, notamment, le SC Aïn Defla (8e/22 pts), et surtout, l'IRB El Kerma et le RCB Oued R'hiou, ex-aequo à la 9^e place, avec 20 points chacun.

De son côté, l'ASK est moins favori pour le maintien en Ligue 2, car actuellement 10^e, avec seulement 19 points au compteur,

car il doit non seulement réussir un sans faute dans ce qui reste du parcours, mais compter aussi sur un faux pas de ses principaux concurrents, particulièrement le MC El Eulma (8e/24 pts) et le CRB Ouled Djellal (9e/20 pts).

EURO 2021 - EQUIPE DE FRANCE Benzema et Griezmann devraient être opérationnels contre l'Allemagne

Le sélectionneur de l'équipe de France, Didier Deschamps, a rassuré dimanche sur TF1 qu'il "ne devrait pas y avoir de problème" concernant la présence de Karim Benzema et d'Antoine Griezmann contre l'Allemagne mardi, pour le premier match des Bleus à l'Euro-2021.

Victime d'une béquille à une cuisse mardi contre la Bulgarie (victoire 3-0), Benzema avait fait son retour à l'entraînement collectif samedi, lors d'une séance à huis clos, à laquelle avait également participé Griezmann, qui de son côté souffrait d'une blessure à un mollet, contractée lors du deuxième match de préparation.

Interrogé si ces deux joueurs seront opérationnels mardi, Deschamps a affirmé

sur le plateau de l'émission Téléfoot que "Oui", car selon lui, les choses devraient "aller dans ce sens là".

"On a fait en sorte de faire les soins nécessaires avec le staff médical. Tout le monde était présent sur la séance d'entraînement d'hier. Il nous reste deux séances avant le match, il ne devrait pas y avoir de problème là-dessus", a-t-il déploré.

Présent également sur TF1, Benzema s'est déclaré "opérationnel" pour le choc de mardi à Munich. "Si j'ai repris l'entraînement hier avec le groupe, c'est que je n'ai aucune gêne, aucune douleur. Physiquement je me sens bien, parce que j'ai travaillé en salle, donc je suis à 100%", a déclaré l'avant-centre du Real Madrid.

Interrogé par ailleurs sur

d'éventuelles tensions entre Olivier Giroud et Kylian Mbappé, Deschamps a préféré évacuer le sujet. "C'est forcément amplifié. Qu'Olivier, comme tout attaquant, dise qu'il ne reçoit pas tous les ballons, c'est un non problème. Aujourd'hui, le moindre petit mot amène à de l'interprétation", a coupé le sélectionneur. "Le plus important pour moi, c'est ce qui se passe en interne, et en interne il n'y a aucun souci", a-t-il affirmé. Après France-Bulgarie, Giroud s'était plaint du manque de bonnes passes reçues, avant son double tardif. Kylian Mbappé y avait vu une critique à son encontre, selon des articles de presse, qui ont évoqué un fort ressentiment de la part du jeune attaquant du Paris SG.

APS

SAÛL DANS UN ÉCHANGE CONTRE UN MILIEU DE MAN CITY ?

Selon les informations du Times, les Colchoneros auraient l'intention de se pencher sur le cas du Portugais Bernardo Silva. Le milieu de 26 ans, lié à Manchester City jusqu'en 2025, n'a pas une place d'indiscutable au sein de la formation de son coach, Pep Guardiola, malgré un temps de jeu tout de même important cette saison (45 rencontres toutes compétitions confondues, 5 buts, 7 passes décisives). Évalué par l'Atlético Madrid à une valeur très proche de celle de Saül Ñíguez, soit environ 70 millions d'euros, Bernardo Silva ne sera cependant pas lâché facilement par le club anglais via un échange, d'autant que le joueur des Colchoneros a effectué une saison en demi-teinte (33 matchs de Liga, dont 23 en tant que titulaire, pour 2 buts et 1 passe décisive) et paraît donc moins en forme que le Portugais.



LUKAKU PAS INTÉRESSÉ PAR UN RETOUR À CHELSEA

Romeu Lukaku, l'attaquant de l'Inter Milan, a minimisé l'éventualité d'un retour à Chelsea cet été et a insisté sur le fait qu'il était heureux au sein du club italien. Romeu Lukaku, 28 ans, a brillé la saison dernière avec l'Inter Milan. Un club qu'il a aidé à remporter son premier titre de Serie A depuis plus de dix ans, en marquant 24 buts en championnat et 30 toutes compétitions confondues. Il n'en fallait pas plus aux dirigeants de Chelsea, à la recherche d'un véritable buteur pour la saison prochaine, de s'intéresser de nouveau à leur ancien joueur. Toutefois, lorsque Romelu Lukaku a été invité à choisir entre son club actuel et les Blues, il a été définitif dans sa réponse : « L'Inter. L'Inter. J'ai gagné un titre avec l'Inter », a déclaré Lukaku rapporte le Daily Mail. « C'était aussi un rêve d'enfant. Dans une équipe, j'ai eu du succès, dans l'autre, ce fut un échec » a-t-il ajouté alors que l'international belge a passé trois saisons difficile à Londres entre 2011 et 2014 dont deux ans en prêt à WBA et Everton.

DE GEA DANS LE FLOU

David De Gea, le gardien de Manchester United, reste dans l'incertitude concernant son avenir au sein des Red Devils. Tout se jouera après l'Euro 2020 qu'il dispute avec l'Espagne.

Selon des informations du Mirror, David de Gea serait dans l'incertitude quant à son avenir à Manchester United, alors que des discussions cruciales sont prévues avec Ole Gunnar Solskjaer. Le gardien espagnol a été remplacé par Dean Henderson en fin de saison, mais il a été titulaire lors de la finale de l'Europa League. David De Gea devrait s'entretenir avec Ole-Gunnar Solskjaer après l'Euro 2020 et pourrait chercher à obtenir un transfert ailleurs si Dean Henderson est choisi comme titulaire par le manager des Red Devils. David De Gea qui évolue depuis dix ans sous les couleurs de Manchester United est sous contrat jusqu'en juin 2023. Sa valeur est estimée à 18 millions d'euros par Transfermarkt.



REAL MADRID : UN INTÉRÊT POUR TIMO WERNER ?

Vainqueur de la Ligue des Champions avec Chelsea cette saison, Timo Werner aurait tapé dans l'œil du Real Madrid. Timo Werner a connu une première saison contrastée avec Chelsea. Certes toujours titulaire et vainqueur de la Ligue des Champions avec les Blues le 29 mai dernier contre Manchester City (1-0), l'Allemand ne s'est néanmoins pas montré à son avantage alors qu'il a fait l'objet de moqueries pour son manque d'efficacité criant cette saison. Néanmoins, cela n'empêcherait pas des mastodontes européens de suivre la situation du natif de Stuttgart.

UN TRÈS GROS TRANSFERT POUR COMAN ?

Alors que les discussions sont compliquées pour sa prolongation de contrat, on parle d'un possible transfert de Coman. Les négociations sont lancées en Allemagne pour la prolongation de contrat de Kingsley Coman qui est l'une des pièces essentielles du Bayern Munich. Mais selon la presse allemande, les négociations ne se passent pas aussi bien que prévu alors que le joueur est lié jusqu'en 2023. Le joueur français aurait de très grosses prétentions salariales au point que le Bayern a décidé de stopper les discussions et qu'on parle désormais d'une possible vente de Coman. Plusieurs clubs sont prêts à payer très cher pour s'offrir les services de Coman à l'image de Manchester United ou de Chelsea.

Buffon vers un retour à Parme ?

En fin de contrat au terme du mois de juin, le gardien Gianluigi Buffon (43 ans, 8 matchs en Serie A cette saison) va quitter la Juventus Turin. Toujours en réflexion concernant son avenir, l'ancien portier du Paris Saint-Germain a reçu plusieurs propositions avec notamment une approche de l'un de ses clubs formateurs, Parme, selon les informations du journaliste Fabrizio Romano. Lancé chez les professionnels en 1995 avec cette équipe, le Transalpin serait séduit par la perspective de réaliser son retour avec probablement l'idée de terminer sa carrière avec cette formation. De plus, Buffon aurait également apprécié le discours ambitieux des dirigeants, qui veulent rapidement retrouver la Serie A après la relégation en Serie B connue au terme de cet exercice 2020-2021.



Un prix astronomique est fixé pour Sancho !

Jadon Sancho se rapproche de plus en plus de Manchester United. Mais Dortmund demande un montant un peu plus important que celui qu'offrent les Red Devils pour le moment. Alors qu'il prépare l'Euro avec la sélection anglaise, l'avenir de Jadon Sancho se jouerait en ce moment entre son club de Dortmund et celui de Manchester United, dont il se rapproche jour après jour. Selon SkySports, le club anglais aurait fait une offre de 87,5M€, bonus compris, pour Jadon Sancho, quand son homologue allemand en demanderait environ 100M€, toujours avec les bonus. Malgré ce désaccord, Manchester United reste la destination la plus logique pour Jadon Sancho, selon le média Britannique.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Une étape "importante" dans le processus démocratique en Algérie (président du Parlement arabe)

Le président du Parlement arabe, Adel Ben Abderrahman Al-Assoumi a affirmé que les élections législatives qui ont eu lieu, samedi, constituent une étape "importante" dans le processus démocratique et de consolidation de la participation politique en Algérie.

M. Al-Assoumi a souligné dans un communiqué du Parlement arabe rendu public dimanche, que "le parachèvement de ces élections constituent une étape importante dans le processus démocratique et de consolidation de la participation politique en Algérie et une démarche nécessaire pour aller de l'avant". Il a salué la "tenue" de ce scrutin et félicité les dirigeants et le gouvernement ainsi que le peuple algérien à

l'occasion de cette "importante" échéance politique. Le président du Parlement arabe a salué, en outre, "la capacité du peuple algérien à relever les défis sous la direction judicieuse du président de la République, Abdelmadjid Tebboune", se disant confiant que "les nouveaux députés algériens seront à la hauteur de la grande responsabilité qui leur a été confiée par le peuple algérien, leur souhait tant succès et réussite".



NOTE DE CONJONCTURE L'économie algérienne se remet progressivement (ministère des Finances)



L'économie algérienne a enregistré un rebond remarquable durant les premiers mois de l'année en cours, avec des indicateurs financiers positifs qui annoncent une reprise économique progressive, après une année 2020 bouleversée par la pandémie de Covid-19 et ses impacts socio-économiques.

Ainsi, la croissance économique de l'Algérie a été revue à la hausse pour se situer à +4,2% en 2021, alors que la loi de finances prévoyait un taux de +3,98%, selon la note de conjoncture rendue publique récemment par le ministère des Finances.

Cette reprise est "en relation avec le retour progressif de l'activité économique suite à l'amélioration de la situation sanitaire après le repli de la pandémie", expliquait le ministère dans son document.

Ce rebond qui sera principalement tiré de l'amélioration de la croissance du secteur des hydrocarbures laquelle devrait atteindre 10,4%. Même la croissance hors hydrocarbures marque une amélioration avec un taux prévu de +3,2% pour 2021, contre +2,4% prévu initialement (LF2021). L'activité du secteur de la construction devrait ainsi croître de +3,8% et celle des services marchands de +3,6% en 2021. Se réjouissant d'une situation "inédite" qui "n'a pas été observée depuis plusieurs mois, le document du département des Fi-

nances avance que les réserves de change du pays ont "repris durant le mois de mai 2021 un trend haussier".

La reprise de l'activité économique en Algérie s'est, en outre, reflétée, par le niveau des recouvrements fiscaux, effectués par l'administration des impôts, avec une hausse de 9,5% à 807,65 mds de DA à fin avril 2021.

Les crédits à l'économie alloués uniquement par les banques publiques ont atteint, à fin mars 2021, un encours de plus de 9711 mds DA, en hausse de 67 milliards DA par rapport à fin décembre 2020, dont 4087 mds ont été alloués au secteur privé.

"Cela démontre l'effort considérable déployé par le secteur bancaire pour accompagner le secteur économique national dans la perspective d'assurer une reprise parnaine", souligne le ministère.

Plus d'exportations, moins d'importations

D'autre part, le déficit de la balance commerciale du pays a enregistré une baisse de 68%, passant à -1,3 milliard de dollars à fin mai 2021, contre -3,9 milliards (mds) USD à fin mai 2020.

A travers les différentes mesures prises pour encadrer le commerce extérieur, le Gouvernement semble ainsi réussir progressivement le défi de la réduction des importations qui ont reculé à 15,2

mds USD au cours des 5 premiers mois de 2021, contre 18,9 mds USD à la même période de 2019, soit un repli de près de 20% en deux ans.

De même, l'objectif d'augmenter sensiblement les exportations du pays, notamment celles hors hydrocarbures, semble également être en bonne voie, selon les chiffres communiqués par le ministère des Finances.

Les exportations hors hydrocarbures ont, en effet, progressé de 81,7%, alors que les exportations d'hydrocarbures ont augmenté de 32,7% durant les 5 premiers mois de l'année.

Le taux de couverture commerciale (des importations par les exportations) s'est ainsi amélioré de manière appréciable pour atteindre 92% à fin mai 2021 contre 72% à fin mai 2020. De ce fait, l'année 2021 devrait connaître un retour progressif de l'activité économique en Algérie à des niveaux permettant le "rattrapage" des pertes subies en 2020 et une atténuation des déséquilibres des comptes de l'Etat, prévoit le ministère des Finances. Grâce à plusieurs mesures prises pour atténuer les impacts socio-économiques de la pandémie, en mobilisant un budget de 530 mds de DA en 2021, l'Etat a réussi à prendre en charge les besoins des citoyens en matière de revenus et de couverture sociale et sanitaire, souligne le département de Aymen Benabderrahmane.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé

Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé, a indiqué le sous-secrétaire parlementaire aux forces armées britanniques, James Heapey, réaffirmant la position de Londres en faveur de la légalité internationale.

"Le ministère de la défense peut confirmer qu'aucun personnel du Royaume-Uni participant à l'exercice African Lion n'effectuera de formation au Sahara occidental. Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé", a indiqué James Heapey dans une réponse écrite à une question du député travailliste, Navendu Mishra, sur le lieu où se déroule actuellement l'exercice militaire African Lion 2021.

Le député travailliste, voulant des précisions sur ces manœuvres militaires conjointes et si elles se déroulaient au Maroc ou au Sahara occidental occupé. L'exercice African Lion 2021 organisé en partenariat avec le Maroc, a débuté le 7 juin et se poursuivra jusqu'au 18 de ce mois, à la base aérienne de Kenitra au nord à Tan Tan et au complexe d'entraînement de Guerir Labouhi au sud, soit dans les frontières internationalement reconnues du royaume. Africom a exclu les territoires sahraouis occupés dans un démenti cinglant au chef du gouvernement marocain, Saad Eddine El othmani, qui dans un tweet avait avancé que cet exercice qui aura lieu en partie à Mahbes et près de Dakhla occupés, consacrait la reconnaissance américaine de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental.

L'édition 2021 d'African Lion, annulée en 2020 pour cause de pandémie - a réuni 7.000 soldats de neuf pays. Le coût de ces exercices s'élève à 28 millions de dollars.

raison des relations tendues avec Rabat, après l'afflux de milliers de migrants marocains dans l'enclave de Ceuta. Malgré les pressions du Maroc, le gouvernement espagnol a refusé d'emboîter le pas à l'ancien président américain, Donald Trump, qui a reconnu la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental, réaffirmant son attachement à la légalité internationale. Peu avant le début de ces manœuvres militaires, le Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom), a précisé dans un communiqué que l'exercice African Lion aura lieu uniquement à travers le Maroc, "de la base aérienne de Kenitra, au nord, à Tan-Tan et au complexe d'entraînement de Guerir Labouhi au sud, soit dans les frontières internationalement reconnues du royaume. Africom a exclu les territoires sahraouis occupés dans un démenti cinglant au chef du gouvernement marocain, Saad Eddine El othmani, qui dans un tweet avait avancé que cet exercice qui aura lieu en partie à Mahbes et près de Dakhla occupés, consacrait la reconnaissance américaine de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental.

L'édition 2021 d'African Lion, annulée en 2020 pour cause de pandémie - a réuni 7.000 soldats de neuf pays. Le coût de ces exercices s'élève à 28 millions de dollars.

ARABIE SAOUDITE

Le hadj est limité cette année à 60.000 pèlerins de l'intérieur du royaume

L'Arabie saoudite va autoriser 60.000 de ses citoyens et résidents vaccinés contre le nouveau coronavirus à effectuer le hadj, à La Mecque qui doit avoir lieu le mois prochain, a annoncé samedi le ministère du grand pèlerinage, selon l'agence officielle SPA.

Lors du dernier hadj, un des cinq piliers de l'islam, seuls une dizaine de milliers de fidèles résidant en Arabie saoudite avaient pu effectuer ce rite, contre 2,5 millions de participants venus du monde entier en 2019, en raison de la pandémie de Covid-19.

"Ceux qui voudront effectuer le hadj devront avoir entre 18 et 65 ans, ne pas souffrir d'une maladie chronique et avoir été vacciné", a précisé le ministère dans un communiqué relayé par SPA. Avril dernier, le royaume avait déjà annoncé que seules les personnes vaccinées seraient autorisées à effectuer la Omra, le petit pèlerinage musulman réalisable tout au long de l'année, à partir du début du mois de jeûne musulman du ramadan.

Le petit pèlerinage, suspendu en mars 2020 en raison de la pandémie, avait repris ti-

midement début octobre avec des mesures de précaution drastiques dans ce pays du Golfe le plus touché par l'épidémie.

Dans un premier temps, seuls 6.000 Saoudiens et résidents étrangers en Arabie saoudite avaient été autorisés chaque jour à effectuer la Omra, avant que ce nombre ne passe à 20.000. Quelque 60.000 personnes sont autorisées à effectuer les prières quotidiennes dans la Grande Mosquée de la Mecque, première ville sainte de l'islam. Il n'est pas possible pour les pèlerins de toucher la Kaaba, vers laquelle se tournent les musulmans du monde entier pour prier.

En 2020, la réduction drastique du nombre de pèlerins et les restrictions sanitaires avaient permis aux autorités de proclamer qu'il n'y avait eu aucune contamination lors du grand pèlerinage.

L'Arabie saoudite a officiellement recensé plus de 463.000 cas de nouveau coronavirus sur son sol, dont plus de 7.500 décès. Les autorités du royaume de 34 millions d'habitants ont annoncé avoir administré plus de 15 millions de doses de vaccin.